

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 506, 1,50 F
JEUDI 9 SEPTEMBRE 1971



**Le patronat
prépare
sa
rentrée**

Communiqués du Bureau National

Au travers la révélation des crises internes à la majorité, des scandales immobiliers dans lesquels sont impliqués certains élus de l'U.D.R., on voudrait faire croire qu'il existe à côté d'une bourgeoisie née des trafics de la V^e République une bonne bourgeoisie, respectueuse des libertés fondamentales, honnête dans sa manière de gérer les affaires. En fait, il s'agit-là d'une affaire interne à la bourgeoisie. Il n'appartient pas aux travailleurs de choisir entre l'exploitation des petits « margoulins » U.D.R. et celle des groupes financiers.

La réalité, c'est qu'une gestion fondée sur la recherche maximum de profit produit des conséquences tellement désastreuses que les scandales qui en résultent ont besoin pour qu'on les étouffe qu'on leur sacrifie de temps en temps quelques boucs émissaires.

Pendant ce temps, ceux qui en permanence spéculent sur la santé, la vie des travailleurs, ceux qui profitent des grandes rénovations urbaines, ceux qui peuvent légitimement être à la fois parlementaires U.D.R., P.D.G. de diverses sociétés, principal fournisseur de l'Etat, passent des vacances tranquilles. Ils ne seront jamais poursuivis. s'il en était autrement, c'est tout le personnel de l'Etat bourgeois qui serait mis en cause.

le 23-7-1971.

Après s'être attaqué à toutes les libertés fondamentales, (presse, associations, etc.), après avoir même fait interdire la Fête de l'Humanité à Vincennes, Marcellin a décidé de devenir le juge des activités des résistants anti-nazis de la dernière guerre mondiale. Lui dont l'action dans la Résistance n'a pas été d'une intensité telle qu'on la donne en exemple, ou même qu'on y fasse allusion, vient d'informer publiquement le Secrétaire national du P.S.U. qu'il a interdit l'entrée en France d'un héros de la Résistance française, citoyen brésilien (Journal Officiel 24 juillet 1971). Par les soins de Marcellin, le lieutenant colonel de l'armée française Apolonio de Carvalho, libérateur de Carmaux et d'Albi, titulaire de la Croix de guerre, de la Légion d'honneur et de la médaille de la Résistance, n'a pas le droit de rentrer en France, où vit sa famille. Son fils René-Luis, dirigeant comme son père du Parti Communiste brésilien révolutionnaire et libéré comme lui des prisons brésiliennes, en échange d'un diplomate, après avoir subi les tortures devenues habituelles pour tout opposant politique au Brésil, a pu rentrer en France, disposant de la double nationalité, mais a été immédiatement convoqué à l'armée pour y effectuer son service militaire.

L'attitude des autorités à l'égard de ces combattants anti-fascistes est significative de la collusion du gouvernement français avec les divers fascismes existant dans le monde.

Le P.S.U. appelle toutes les forces démocratiques françaises et tous ceux qui se réclament de l'esprit de la Résistance à réagir contre cette nouvelle agression du ministère de l'Intérieur et à exiger l'autorisation de séjour en France pour Apolonio de Carvalho.

le 6 août 1971.

Dans une publicité qu'il fait pour lui-même, avec l'argent des contribuables, le ministre des Finances assimile la richesse de la France aux réserves d'or et de devises qu'elle a accumulées en deux ans. C'est l'état d'esprit traditionnel du rentier. Pour les travailleurs, la réalité économique actuelle est fort différente. Elle est celle d'une hausse des prix considérable qui annule pratiquement les augmentations de salaires.

Qu'il s'agisse du gaz, de l'électricité, du téléphone ou des transports en commun, l'Etat n'a d'autre idée que d'accroître les tarifs de 15 % ou plus et ce, en période de vacances pour limiter les remous. Il s'évite ainsi de poser dans son ensemble la question des services publics et de la mobilisation des capitaux nationaux dans l'intérêt collectif. Voilà la véritable raison du refus de ces hausses par les travailleurs qui en ont assez de payer toujours plus cher un service, toujours plus dégradé. Ils s'indignent notamment de voir les maigres crédits d'investissements réservés à des lignes qui ne feront que les entasser un peu plus dans le nouveau temple du capitalisme qu'est la Défense, au lieu de promouvoir un développement équilibré de la région parisienne et une politique d'emploi proche de l'habitat, comme le laisse craindre la décision de construction d'une ligne d'aérotunnel entre la ville nouvelle de Cergy et La Défense.

Il n'y a pas là scandale ou maladresse mais logique parfaite dans le développement du capitalisme. Il n'y a pas non plus de demi-rémède : seule une transformation socialiste du pays peut mettre un terme réel à une telle situation. C'est cette transformation globale qui doit être l'objectif des forces de gauche si elles ne veulent pas faillir à leur tâche.

le 12 août 1971.

A la suite de l'information parue dans le journal l'Humanité du 13 août 71, le PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ dénonce avec énergie toute mesure prise par le gouvernement français à l'encontre de militants révolutionnaires étrangers réfugiés en France. En particulier, l'exclusion du secrétaire général

du P.C. espagnol, Santiago Carrillo, confirmerait à l'évidence la complicité des autorités françaises avec le gouvernement franquiste, que montrait déjà clairement la mesure d'éloignement prise au printemps dernier à l'égard des militants progressistes basques. Venant après l'interdiction de séjour du communiste brésilien et officier français Apolonio de Carvalho, une telle décision ne pourra que renforcer la riposte de tous les progressistes et révolutionnaires français face à la collusion du gouvernement français et des divers fascismes étrangers.

Le P.S.U. exige pour S. Carrillo le droit de poursuivre sur le sol français la lutte contre le gouvernement fasciste de Franco.

le 13 août 1971.

De nombreuses organisations politiques et syndicales ont protesté contre l'augmentation importante des prix des services publics, décidée sans aucune compensation pour le pouvoir d'achat des travailleurs.

Des manifestations s'organisent et cela est utile. Mais aussi longtemps que la protestation des forces socialistes restera purement démonstrative ou verbale, le gouvernement n'en sera guère gêné.

Pour cette raison, le P.S.U. a proposé aux organisations syndicales ouvrières et aux organisations politiques se recommandant du socialisme, qu'une grande campagne de refus de paiement soit organisée conjointement, dans la semaine du 23 au 29 août. Cette campagne pourrait être lancée avec la participation personnelle des dirigeants nationaux et régionaux de ces organisations, de manière à appeler à un soutien massif de l'ensemble des usagers.

Le P.S.U. espère vivement que cette proposition, ou tout autre analogue, permettra de donner plus de force et d'efficacité à la protestation collective. Dans cet espoir, le P.S.U. appelle ses militants et tous les habitants de la région parisienne à soutenir les initiatives prises par la Fédération des Comités d'Usagers des Transports parisiens, et à participer à la manifestation du 26 août, de St-Lazare à la place Clichy.

18 août 1971.

Le fait de la semaine

Qui est Bertin ?

Après avoir enseigné plus de dix ans comme instituteur, Bertin était devenu, par délégation rectorale, et en raison de ses études universitaires, maître auxiliaire au lycée Stéphane-Mallarmé. Non sans peine, les élèves du lycée avaient obtenu après mai 68 qu'une salle leur soit affectée comme foyer. Bertin en était un des animateurs. L'année passée, la directrice, Mme Grimaud (oui, c'est bien la famille de l'ancien Préfet de police) voulut récupérer cette salle et supprimer les maigres droits des élèves. Ceux-ci protestent, occupent leur salle. Bertin les défend. Début 71, le foyer invite Krivine à y venir,

grève plus ou moins importants se déroule dans la région parisienne (60 lycées touchés) et en province. Entre-temps, le rectorat a quelque peu reculé : Bertin est nommé dans un C.E.S. de Paris, mais — encouragé par ses camarades — il refusa ce nouveau poste, parce qu'il estime la sanction injuste et veut donc être réintégré. Néanmoins le 30 juin, il se présentera au C.E.S. Il recevra vers le 10 juillet une lettre du ministère, en date du 29 juin (sic !), qui prononce sa radiation de l'Education nationale, parce qu'il n'avait pas rejoint son poste... Ainsi, Guichard redécouvre les armes de Vichy. Le S.N.I., directement con-

Épuration politique dans l'Éducation nationale

Michel Rocard, demande au ministre de l'Education nationale quel rôle certaines pressions de nature politique ont pu avoir dans des mesures de déplacement et de suspension prises à l'encontre d'enseignants.

La question se pose très précisément à propos de l'affaire Bertin, concernant un professeur du Lycée Stéphane Mallarmé remis dans son corps d'origine, puis radié au cours de l'année 1970-1971.

Michel Rocard demande s'il est exact que vingt parlementaires de la majorité ont écrit au Recteur de l'Académie de Paris pour appuyer le rapport rédigé par la Directrice du Lycée Stéphane Mallarmé, Mme Grimaud, contre M. Bertin, à la suite des incidents survenus au Lycée.

M. Bertin aurait été renvoyé du Lycée Stéphane Mallarmé à la suite de ce rapport et des démarches qui l'ont soutenu.

Si ces faits sont exacts, Michel Rocard souligne que les conditions dans lesquelles des mesures dites disciplinaires prises à l'encontre d'enseignants titulaires ou non constituent une véritable tentative d'épuration politique dans l'Education nationale.

pour un débat. La réunion est interdite. La police entoure le lycée. Bertin négocie la sortie des élèves, évitant le carnage, tandis que la directrice ronge son frein. Elle se venge : un rapport contre Bertin. Le rectorat supprime sa délégation ministérielle. Colère au lycée : grève des élèves, appuyée par le Centre des luttes lycéennes, manifestations (l'affaire Guiot était encore toute récente), de nombreux professeurs sont solidaires, y compris le remplaçant de Bertin, dont l'enseignement était jugé excellent par les parents et les élèves. En Mai 71, plus de mille enseignants manifestèrent à Paris, tandis que des mouvements de

cerné par la radiation d'un instituteur, ne dit et ne fait rien. Le S.N.E.S. bougonne et la F.E.N. couve l'impuissance de tous.

Que se passera-t-il demain si les enseignants — qui sont tous concernés — acceptent la radiation d'un des leurs ? Comment fera-t-on faire un cours d'instruction civique à Stéphane Mallarmé et ailleurs ?... Les parents, les élèves accepteront-ils que les enseignants aient besoin d'un certificat de bonne conduite délivré par l'U.D.R. pour faire leur métier ? La solidarité avec Bertin, doit être mieux beaucoup mieux qu'une manifestation de principe. Le début d'une action.

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction :
566-45-37

Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)

Abonnements

| | |
|------------------------|------|
| 6 mois | 22 F |
| 1 ans | 43 F |
| de soutien à partir de | 30 F |

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

Photos dans ce numéro :

A.F.P. (pages 15, 16) ; Jean-François Ringot (p. 10) ; Droits réservés (p. 7, 12).

La foire d'empoigne

Christian Guerche

A la veille des vacances, une affiche U.D.R. qu'on n'osa pas poser sur les murs, demandait aux Français de partir tranquillement en vacances car « l'U.D.R. veillait sur eux et pour eux ».

L'été a été précisément singulièrement révélateur de la manière dont la majorité et le gouvernement veillent, et comment ils conduisent les affaires.

Le scandale de la Garantie foncière, que nous évoquons ailleurs a jeté une lumière crue sur les pratiques qui se développent dans le secteur immobilier. Le pouvoir souhaiterait dégager sa responsabilité en cherchant à démontrer qu'il s'agit d'un cas isolé.

Tout prouve au contraire que ces pratiques sont générales, et le plus souvent possibles parce qu'elles utilisent les manques — qui ne sont pas le fait du hasard — de la loi.

Comme n'est pas le fait du hasard, non plus, qu'à la tête de ces affairistes, se trouvent des personnages qui depuis des années foulent les allées du pouvoir.

Dans cette société de profit, il est vain de penser que l'argent de quelque manière qu'il soit acquis, ne s'impose. A l'U.D.R. on le respecte beaucoup, et on le recherche. Le brillant Rives-Henrys était très respecté. Victor Rochenoir était admiré. Aujourd'hui, l'on voudrait qu'ils se fassent oublier. Sans mettre en cause, bien sûr, tous les ministres de tutelle, le système même qui permet tout cela.

Mais la Garantie foncière n'est qu'un aspect du problème.

La hausse des prix s'accélère

Pendant l'été, et essayant de profiter de l'absence des travailleurs en vacances, le gouvernement a décidé toute une série de hausses des prix des services publics.

Les raisons invoquées sont toujours présentées en termes techniques. La « vérité des prix » est devenue la tarte à la crème du gouvernement pour justifier toutes les mesures qui diminuent le pouvoir d'achat des travailleurs.

Les conditions de transport, dans la région parisienne, ont atteint et dépassé le seuil de l'intolérable. Toutes les Commissions du VI^e Plan, pourtant bien en main, qui ont eu à connaître du problème, l'ont affirmé avec vigueur.

Qu'importe, on augmente les tarifs, tout en sacrifiant les investissements indispensables. Le temps n'est pas loin pourtant, où le préfet Doublet lui-même, annonçant que si des mesures indispensables n'étaient prises, la circulation dans la capitale deviendrait impossible dans les cinq ou dix ans à venir.

Le résultat de ces hausses en cascade, c'est que le gouvernement ne maîtrise plus du tout

les prix. On s'attend à ce que cette année la hausse dépasse 6 %.

Non à la politique des revenus

M. Giscard d'Estaing, qui prévoyait — le brillant stratège — au début de cet été, qu'il ne se passerait rien d'important pendant ces mois de chaleur, essaye maintenant, utilisant la crise monétaire, d'imposer la « politique dite des revenus », en d'autres termes de bloquer les salaires après avoir fait monter les prix.

Certes la crise monétaire internationale va peser lourdement sur l'économie française. Mais il n'appartient pas aux travailleurs d'en payer les frais. D'autant plus que les profits des entreprises ne cessent d'augmenter, comme le montrent les bilans de cette année.

Mai 1968, entre autres mille leçons, a prouvé que l'argument régulièrement opposé de l'impossibilité des entreprises à supporter des hausses de salaires sans succomber, n'était qu'une plaisanterie auquel le patronat lui-même ne croyait plus.

C'est pourtant de nouveau ce que l'on cherche avec obstination à imposer comme vérité indiscutable.

Organiser la riposte

Face à cette situation, il est indispensable que les travailleurs prennent en main eux-mêmes leurs affaires, et s'organisent pour faire échec au pouvoir.

Il s'agit bien de créer les conditions d'un mouvement de masse, et de se fixer des objectifs, qui, bien au-delà des mouvements conjoncturels, mettent en cause le système lui-même.

A ce point de vue on ne peut que se féliciter en constatant qu'un certain nombre de points mis en avant dans la déclaration commune de la C.F.D.T. et de la C.G.T., constituent une avancée.

On relève, en effet, que les deux confédérations décident d'engager la bataille en faveur des immigrés, pour le contrôle des cadences, le contrôle des conditions de travail et d'hygiène, pour que les modalités des systèmes de rémunération soient revues.

Il s'agit bien, en effet, d'imposer le contrôle des ouvriers sur les moyens de production. Comme il s'agit de faire que les usagers puissent engager la lutte pour une transformation radicale du cadre de vie.

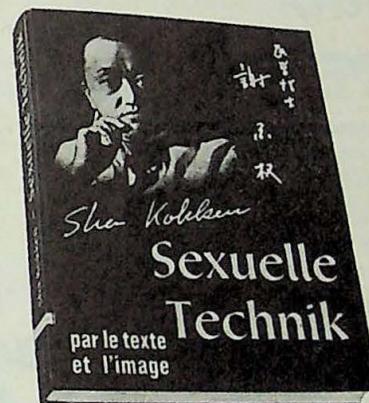
Cela ne peut être fait si l'on se borne à des accords d'appareils, ou à des questions poliment posées au Premier ministre, qui répondra courtoisement dans le cadre d'un débat parlementaire.

C'est en engageant les luttes sur le terrain, que ces objectifs pourront être atteints et seront ensuite dépassés, pour ouvrir la voie du socialisme.

Le mouvement révolutionnaire en France a donc de grandes responsabilités. Certes, la voie est difficile. Certes, le sectarisme a trop souvent divisé le mouvement révolutionnaire, et l'a empêché de discerner clairement les possibilités qui étaient ouvertes par les contradictions du régime.

Mais aujourd'hui, devant le spectacle de foire d'empoigne que donnent tous les responsables du système, l'opinion s'éveille et commence à réagir à nos mots d'ordre en termes de masse.

Il s'agit précisément de ne pas laisser canaliser le mouvement qui s'annonce, vers une opposition raisonnable, dont on espère qu'elle permettra une victoire électorale, puis une gestion tout aussi raisonnable de la société capitaliste.



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. » Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P., ou bien. Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
M.
Adresse
Mode de paiement

Garantie foncière : un mécanisme à démonter

Rémy Grillault

Ce qu'on appelle d'habitude un scandale, c'est un fait choquant parce qu'inhabituel. Les scandales immobiliers, eux, deviennent tellement courants qu'on ne peut plus les appeler des « scandales ». La Garantie Foncière, elle aussi, n'est qu'un sous-produit du système actuel — qui est, lui, le vrai scandale permanent.

A l'origine de la Garantie Foncière, il y a quelques hommes d'affaires particulièrement astucieux, Frenkel et d'autres. Tirons-leur notre chapeau : ils ont magnifiquement saisi les possibilités offertes par un certain état de choses : état du marché immobilier, crise du logement, législation sur les sociétés, complicité des pouvoirs publics. Et remarquons aussitôt que de cet état de choses ils ne sont pas responsables...

cial (du point de vue fiscal notamment). Par contre, sa capacité commerciale est limitée. Le problème est donc simple : il s'agit de cumuler les avantages des deux catégories de sociétés, civile et commerciale. Comment ? Eh bien, en créant tout simplement deux sociétés distinctes, une civile et une commerciale, qui se partagent le travail.

La société civile draine les capitaux des petits épargnants. Ses statuts précisent qu'elle peut être gérée par une personne morale.

Cette « personne morale », c'est la société commerciale créée simultanément, et qui est chargée de toutes les opérations commerciales. Elle achète des immeubles avec les fonds collectés par la

La COFRAGIM a été dirigée successivement par Rives-Henrys, Frenkel et Ozanne. La S.C.I. Garantie Foncière est, de plus, dotée d'un Conseil de surveillance où l'on trouve, à part le président, Haguenaer, deux autres Frenkel, Albert et Jean-Claude...

Mais, selon le principe de division du travail, d'autres sociétés « affiliées » ont été créées, chacune chargée d'un rôle précis.

La « Garantie Foncière - Capital », S.C.I. elle aussi gérée par la COFRAGIM, se livrait à des

A. Rives Henrys de Lavaÿsse
Président Directeur Général
A. Rives Henrys

La Garantie Foncière

Société Civile

ne riez pas : il s'agit de la « Société parisienne pour l'accession à la propriété immobilière et foncière ».

Avec quels capitaux M. Frenkel a-t-il fondé cette dernière société ? C'est simple : toutes les parts ont été souscrites par les trois sociétés dépendantes de la COFRAGIM. Léna, Tiphaine et Galilée. C'est-à-dire, indirectement, par les associés de la Garantie Foncière. Ce qui prend tout son sel quand on sait qu'il en a coûté 18 millions pour une société qui ne possédait qu'une machine à écrire et un téléphone !

Mais la suprême astuce consiste en ceci que la SPPAPIF achetait des immeubles — notamment au groupe Willot — qu'elle revendait 50 % plus cher à la COFRAGIM.

Le souscripteur se fait escroquer

En somme, les souscripteurs de la Garantie Foncière fournissaient à Frenkel et Cie les capitaux nécessaires pour se faire escroquer ! Le tout sous des apparences fort légales. La combine aurait pu durer longtemps : il a fallu, pour que le « scandale » éclate, un incident, presque rien, un froncement de sourcils de la Commission des Opérations de Bourse qui a refusé de laisser passer une publicité d'une des sociétés affiliées. Les inculpations retenues (abus de biens sociaux, usage de titres parlementaires, etc.) ne reposent d'ailleurs que sur des fautes personnelles, somme toute secondaires, des personnages impliqués. Le système des sociétés-écrans, des sociétés multiples, etc., est en effet tellement répandu qu'on ne voit pas pourquoi on reprocherait à Frenkel et Cie, plutôt qu'à d'autres, de s'en être servi...

L'affaire de la Garantie Foncière est pleine d'enseignements sur l'état du capitalisme français.

La Garantie Foncière n'est pas un cas isolé. Le Patrimoine foncier, autre groupe immobilier, fonctionne sur le même principe, et plusieurs personnalités gaullistes y sont également compromises (Roulland, ex-membre du comité central de l'U.N.R., chargé de mission au cabinet Pompidou). Cela

SPECIAL LA LOI.

Le journal de la Garantie Foncière

Sociétés civiles immobilières.

NUMERO 9

Le parlement s'est finalement rangé à une solution de bon sens.

Depuis la Révolution et la vente des biens du clergé et des émigrés, tout ce qui touche à la propriété immobilière jouit d'un statut privilégié. 180 ans plus tard, des gens continuent de s'enrichir grâce à cette particularité. Comment ?

Les avantages partagés

Une S.C.I. (Société Civile Immobilière) possède de nombreux avantages sur une société commer-

S.C.I., à qui elle verse les loyers de ces immeubles, amputés de 10 % pour frais de gestion. Dans le groupe « Garantie Foncière », cette société de gestion est la COFRAGIM (Cie Fse de gestion immobilière) dont le P.-D.G. est donc, de fait, P.D.G. de la Garantie Foncière.

Habile, n'est-ce pas ? Pourtant le système n'a pas été inventé par Frenkel et Cie. De nombreux autres groupes immobiliers fonctionnent selon le même principe. Juridiquement, rien que de très régulier !

achats et ventes d'immeubles en 5 ans, opérations des plus fructueuses, quoique très régulières : on a simplement profité d'un « créneau » dans la législation.

La « Garantie Foncière Internationale » (même statut) effectue des investissements à l'étranger. « Toute la lumière », comme on dit, est loin d'être faite sur ses activités...

... Trois petites sociétés anonymes (Léna, Tiphaine, Galilée), gérant chacune un immeuble de rapport, sont dirigées par trois employés de la COFRAGIM, qui sont chacun président dans une des trois sociétés et administrateurs des deux autres !

Toutes ces sociétés forment un ensemble cohérent baptisé collectivement « La Garantie Foncière ». L'astuce de Frenkel a consisté à créer, à titre personnel, une société — encore une ! — la SPPAPIF ;

tient, on l'a vu, aux possibilités offertes par la législation et à l'état du secteur immobilier.

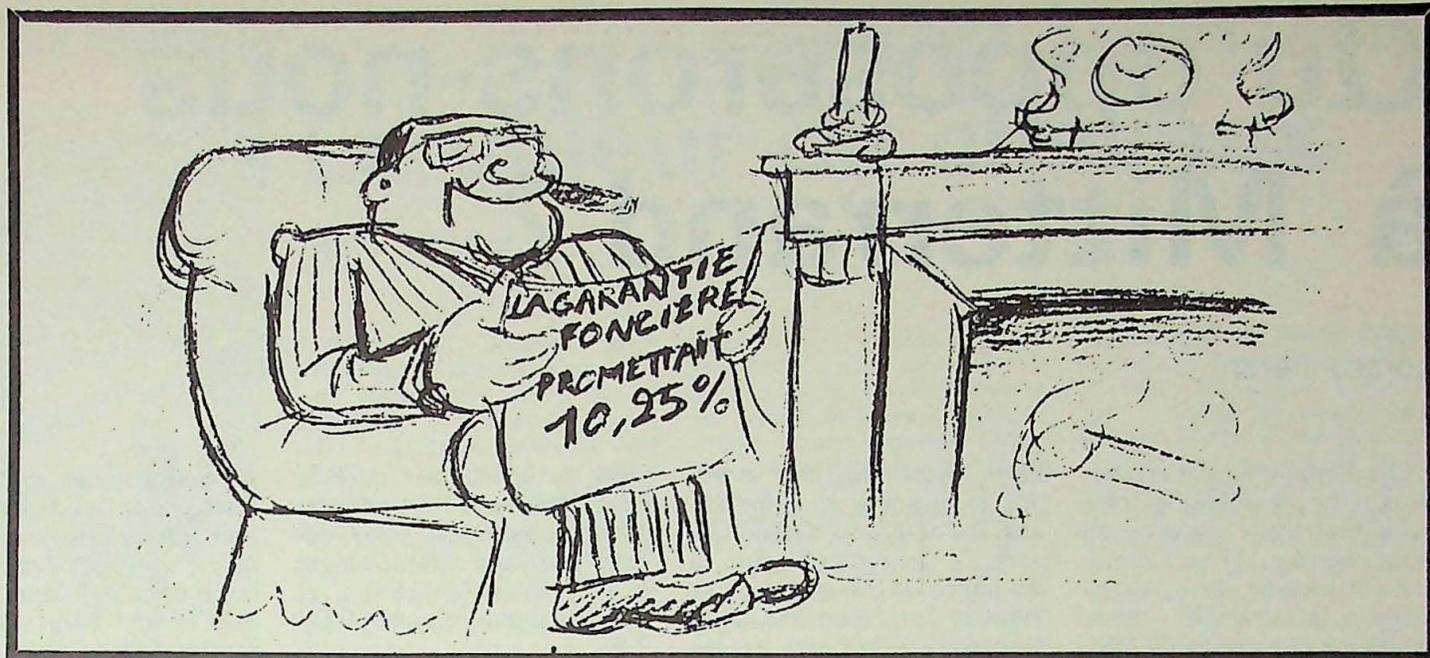
Ce n'est pas un circuit fermé

Mais tout ne se passe pas en circuit fermé dans le secteur immobilier, et les interactions sont nombreuses avec les autres secteurs économiques. On a vu que la SPPAPIF revendait à la COFRAGIM des immeubles achetés au groupe Agache-Willot. D'où provenaient-ils, ces immeubles ?

Les quatre frères Willot se sont construits leur empire par des méthodes qui les ont fait qualifier de « frères Dalton du textile ». Ils rachètent des entreprises en difficulté et, sitôt maîtres des lieux, liquident tout ce qui n'est pas rentable — établissements, machines, salariés — et concentrent le reste. C'est ainsi qu'ils ont fait des ravages dans les vieilles entreprises retardataires du textile dans le Nord, et qu'ils ont construit le premier groupe textile d'Europe... Puis, s'étant fait les crocs dans le textile, ils ont voulu s'attaquer au commerce de détail, aux grands magasins, réalisant une concentration verticale depuis la filature jusqu'à la vente au détail. Ils acquièrent ainsi le « Bon Marché » à Paris, ce qui fit serrer plus d'une paire de fesses dans les grands magasins. Du coup, l'appui financier des banques leur fut coupé lorsqu'ils commencèrent de lorgner sur le « Printemps ». Il leur devint d'autant plus pressant de se trouver des capitaux par la revente de leurs immeubles (le siège social de Saint Frères, par exemple). Il n'est pas invraisemblable que maître Rochenoir ait servi d'intermédiaire entre les Willot brothers et les Frenkel boys : en effet, Rochenoir est à la fois conseiller juridique de la Garantie Foncière, et avocat chez Willot, où il est le protégé de Roland Nungesser, député U.D.R. et ancien ministre, qui siège au conseil d'administration du « Bon Marché ».

On voit donc collaborer les frères Willot, entrepreneurs de choc d'un capitalisme dynamique, et les Frenkel drainant l'épargne des petits rentiers conservateurs dans le secteur-refuge de l'immobilier. Voilà qui ramène à leur juste valeur les subtiles considérations sur le « capitalisme moderne » opposé au « capitalisme rentier », classique. En réalité, le capitalisme moderne a besoin de la survie du capitalisme rentier pour se développer — ainsi qu'on le constate dans le secteur automobile, où les grandes firmes ne vivent que grâce à un gigantesque réseau de concessionnaires, détaillants, garagistes, réparateurs, pompistes, etc.

Tout aussi illusoire est la distinction entre la majorité gaulliste, qui fournit des requins du style Rives-Henrys, et la fraction giscardienne, vêtue de probité candide et de lin blanc, qui ne serait pas touchée par le scandale. En réalité, c'est « blanc bonnet et bonnet blanc » ; voir le notaire giscardien Delarue, compromis lui aussi. □



La nouvelle société "immobilière"

Jean Verger

A l'heure où paraîtra ce journal aura lieu une confrontation générale chez le Juge d'instruction entre les principaux acteurs d'un spectacle bien de chez nous, du Balzac à la sauce gaulliste en quelque sorte : des personnages falots se retrouvent en prison (Rochenoir — mythomane et Rastignac au petit pied —, les époux Frenkel, qui sauront très bien à la sortie du tunnel retrouver leur magot planqué ainsi que leurs « chers » tableaux raflés mystérieusement au début de leur incarcération).

Le député U.D.R. Rives-Henrys bénéficie lui de l'impunité, et se permet de donner des conférences de presse.

Quant aux quatre frères Willot, ils continuent de faire des affaires.

Chaban-Delmas de son côté explique que l'U.D.R. et la majorité n'ont rien à voir avec tout cela.

Quant au « Comité de soutien de Georges Pompidou » institué pour percevoir les fonds de la campagne présidentielle d'avril 1969, il a sans doute cessé d'exister, et on ne souffle mot des accusations lancées par notre confrère le « Canard Enchaîné » sur les 180 millions de francs (anciens bien sûr) qui seraient passés de la caisse de la Garantie Foncière audit fonds de soutien !

Si le « Canard Enchaîné » mentait, il serait facile de le poursuivre. Bien sûr, alors un jury impartial devrait être désigné pour examiner en détail la comptabilité dudit fonds de soutien. Nous suggérons pour notre part le jury suivant : **Pohér, Defferre, Duclos, Rocard et Krivine...**

Mais ceci n'est qu'un petit à côté de « l'affaire ».

Sa véritable signification est la suivante :

Dans ce régime dominé par le gang gaulliste où ces milieux fi-

nanciers se sentent le vent en poupe, la pêche au fric, sous le couvert des lois bien entendu, se fait dans les meilleures conditions. Il y a toujours et il y aura toujours (tant que ce régime ne sera pas abattu) un député de service, un dignitaire du régime, pour couvrir de son « prestige » toutes les opérations d'agiotage et de spéculation qui permettent à des spécialistes d'amasser de grosses fortunes, et à des politiciens sans vergogne d'arrondir substantiellement leurs fins de mois.

Rastignac vivait sous Guizot, Rochenoir, lui, se contentait de Pompidou : il se retrouve en prison.

Alors de deux choses l'une, ce jeudi 9 septembre :

— Ou bien il « mouille » devant le juge d'instruction des personnages haut placés (et pas seulement Rives-Henrys) ;

— Ou bien il accepte de jouer les martyrs-boucs émissaires (soit que son silence est nécessaire politiquement, soit qu'il s'est conduit dans l'affaire comme un vulgaire imbécile).

Bien que nous ne connaissions pas (et qui les connaîtra ?) les détails du dossier, il est évident que les inculpations intervenues début juillet, avaient pour objectif, en cassant quelques œufs, d'éviter à plus long terme un scandale financier d'une plus grande ampleur : le capital souscrit à la fin de 1970 par la Garantie Foncière était d'une vingtaine de milliards anciens et la décision avait été prise de faire passer ce chiffre en 1971 à cent milliards : plusieurs dizaines de milliers de petits porteurs suffiraient pour amasser la manne sonante et trébuchante. En juin 1971, la Garantie Foncière continuait à alimenter le public en distribuant des dossiers luxueux où l'on pouvait

lire « nous attirons votre attention sur le fait que la Garantie Foncière est le seul organisme qui soit en mesure actuellement de distribuer... 10,25 % nets. »

Faites le calcul : 100 milliards à 10,25, cela fait 10,25 milliards par an. Les bonnes opérations réalisées sur les premiers vingt milliards auraient-elles été possibles sur un capital cinq fois plus fort ? Et puis le « coulage » était un peu fort : sur 15 milliards d'actif au bilan de 1969, 1 milliard était versé à la « société de gérance » pour couvrir « les commissions et frais d'étude de programme nécessaires à la réalisation de projet d'investissement » c'est-à-dire 6,7 % du capital ! Ajoutez à cela les 10,25 % promis aux actionnaires. Vraiment cette pierre qui « travaille » pour vous à 17 % de rendement (net d'impôts) comme c'est merveilleux !

Oui, un coup de balai s'impose, il faut balayer le régime capitaliste, mais en attendant que tous ceux qui sont à la base de ces ordures disparaissent, il nous serait agréable ainsi qu'à des millions de travailleurs, que les financiers et hommes politiques **directement** impliqués dans cette affaire soient mis à l'ombre. Cela fera toujours ça de moins. Il va sans dire que l'un d'entre-eux, le député Rives-Henrys, devrait avoir sa place à la Santé, (Fleury-Mérogis prison modèle a été surtout conçue pour les mineurs. Notre député, lui, est majeur !).

Mais, pour une telle affaire qui éclate au grand jour, combien de scandales, de centaines ou de milliers de scandales du fric et de la spéculation restent impunis ! Plus encore que la Garantie Foncière, le suprême scandale est la continuation d'un régime où le gang du fric a la partie belle. □

Qu'opposerons-nous à Mitterrand ?

Gérard Féran

Les commentateurs « sérieux » de la politique française font trois analyses en cette rentrée. **Un** : La majorité est passée de « la morosité à la nervosité » sous les coups conjugués de MM. Rives-Henrys et Poniatowski respectivement responsables des scandales de la « Garantie Foncière » et de la « grande fédération centriste ».

Deux : L'opposition reprend l'initiative sous l'impulsion du Parti socialiste et de son nouveau premier secrétaire, François Mitterrand. Objectif : obtenir un rapport de forces favorable face au P.C.F. en vue des prochaines législatives.

Trois : Le gauchisme après avoir « réveillé les consciences politiques » est en train de perdre du terrain et si ses interventions restent fortes, il n'a pas fondamentalement modifié les données du jeu politique en France.

Si l'on s'en tient à la scène politique, cette analyse est en partie justifiée. François Mitterrand réapparaît au bon moment. Assez tard pour que soit estompé le souvenir du plus gros échec de sa carrière, Mai 68. Mais suffisamment tôt pour préparer en bonne place la course électorale.

La tactique n'est pas nouvelle. Expérimentée aux élections présidentielles de 1965 et aux législatives de 1967, elle repose sur cette arithmétique simple qui constitue la référence suprême du jeu parlementaire. Pour l'emporter, Mitterrand doit passer accord avec le P.C. et avec les centristes d'opposition. Mais dans l'alliance avec les communistes Mitterrand veut être en position de force : « J'imposerai nationalement au P.C.F., aime-t-il à répéter, ce que Guy Mollet leur a imposé à Arras. » Position, qui, on le voit, peut permettre de rallier ensuite « les républicains de progrès » nécessaires à la réussite de l'opération.

Pour atteindre ces objectifs le premier secrétaire du

Parti socialiste doit prendre le premier des initiatives. Au contraire d'Alain Savary, il a compris que la meilleure tactique pour se montrer fort, face aux communistes, n'était pas de les attaquer uniquement sur le thème des garanties démocratiques. L'évolution du P.C.F., sa volonté d'apparaître comme un parti raisonnable permettent au P.S. de se donner à peu de frais une image de marque combative. La lettre du P.S. au P.C. parlant avec superbe du mouvement révolutionnaire dont il est, comme chacun sait, un moteur essentiel, la motion du congrès d'Epinau, qui entame une critique de gauche à peine voilée de la démocratie avancée, la proposition d'une manifestation sur des scandales immobiliers quand le P.C. propose des délégations, sont autant d'éléments qui non seulement irritent les communistes, mais placent Mitterrand dans une position offensive.

Il reste que si ces positions peuvent pour l'aile gauche du P.S. indiquer une réorientation stratégique, elles représentent pour Mitterrand une étape tactique qui trouvera sa fin le jour où c'est du côté de Servan-Schreiber et de Lecanuet qu'il faudra se tourner. Car si le Parti socialiste peut jouer ce jeu c'est parce que le plus important dans la conjoncture politique actuelle n'est pas directement l'affrontement majorité-opposition mais la nécessité de canaliser sur le terrain électoral les luttes sociales, qui, en l'absence d'opposition parlementaire organisée, peuvent déboucher sur une crise de régime.

L'exemple de la lutte sur les transports l'illustre amplement : Mitterrand prend l'initiative de l'attaque mais dans le même temps, il tente de transformer une lutte des usagers qui lui échappe en un débat parlementaire à spectacle dont l'intérêt n'est évidemment pas constitué par le problème lui-même, mais par le « match Mitterrand-Chaban ».

Il reste que si ni la stra-

tégie, ni la tactique du P.S. ne se trouvent fondamentalement modifiées, nous devons analyser attentivement et l'offensive Mitterrand, et la dynamique d'unité P.C.-P.S.

Pour deux raisons : la première c'est que nous ne savons pas encore dans quelle mesure la recherche d'un accord électoral pourra ou non se muer en processus de Front populaire.

Si dans les deux cas le mouvement révolutionnaire devra proposer une stratégie et une alternative autonomes, la tactique bien évidemment sera différente.

La seconde raison c'est l'importance que garde aux yeux des travailleurs le jeu politique.

Ce n'est en effet que dans les périodes révolutionnaires que le système politique bourgeois se révèle impuissant à séparer vie sociale et vie politique. En dehors de ces périodes la vie politique se passe, selon l'expression consacrée, sur la « scène ». Et c'est sur cette scène que doivent officiellement, y compris aux yeux des travailleurs, intervenir les possibilités de changement dans la conduite des affaires politiques. On peut mettre en évidence le caractère formel de ce jeu politique. Il est plus difficile d'introduire une nouvelle pratique politique qui tout à la fois rompe avec la séparation de la vie sociale et de la vie politique et lui substituer un autre modèle. Eternel problème du mouvement socialiste face aux parlements et à l'ensemble des systèmes politiques bourgeois.

La situation présente du mouvement révolutionnaire illustre cette difficulté. Ceux qui ont choisi d'accorder la priorité à la construction du parti révolutionnaire et de la délégation politique « au nom du mouvement ouvrier » reproduisent le schéma de la représentation. La Ligue communiste illustre ce choix qui la conduira à tenter d'occuper de plus en plus de terrain politique pour se faire reconnaître comme « le parti d'extrême gauche sérieux ».

A l'opposé, des militants de l'ex-groupe V.L.R. ont choisi d'inaugurer une pratique politique qui soit précisément la fin de la politique, c'est-à-dire la fin de la séparation entre l'exercice du pouvoir et la vie quotidienne. Cette tentative, pour certains, est la preuve d'un échec. En fait elle ouvre quoique de façon insuffisante une nouvelle problématique et une nouvelle pratique révolutionnaires.

Les deux stratégies cependant ont leurs limites et plutôt que de choisir l'une ou l'autre le mot révolutionnaire dans son ensemble doit tenter de les dépasser. On peut décider de faire le parti révolutionnaire et imposer un nouveau rapport de forces au P.C. et à la social-démocratie.

La logique de cette attitude conduit au frontisme, même si elle semble aujourd'hui en contradiction avec lui.

A l'opposé, l'hypothèse de V.L.R. se heurte à un problème non résolu : Elle permet d'inventer de nouveaux rapports sociaux qui jouent de ce fait un rôle subversif par rapport aux institutions. Mais elle finit par ignorer que le système politique bourgeois ne pourra pas sur place et que s'il ne s'attaque pas au pouvoir d'Etat le mouvement révolutionnaire européen ne réussira qu'à faire du « hippisme politique ».

Cette faiblesse stratégique du mouvement révolutionnaire c'est précisément ce que l'offensive Mitterrand et l'alliance P.C.-P.S. en gestation mettent en évidence. Si le gauchisme reste le gauchisme, c'est-à-dire une sorte de mouvements ponctuels sans traduction politique, nous allons à une curieuse séparation des tâches entre la gauche et les gauchistes :

« Montrez les tares du système, nous nous chargerons de changer de gouvernement. »

C'est pourquoi deux tâches s'imposent à nous en cette rentrée. La première c'est d'entamer avec l'en-

semble du mouvement révolutionnaire un débat visant à déterminer la nature de l'alliance P.C.-P.S. son impact populaire, sa plus ou moins grande capacité à dépasser les joutes parlementaires pour s'insérer dans une dynamique de masse.

Débat qui non seulement ne doit pas être limité à des organisations mais doit associer sur le terrain des luttes tous ceux qui s'interrogent sur les limites du P.C. et du P.S. et sur les propositions des révolutionnaires. Des assemblées de différents types (A.O.P.-assemblées de militants, etc.) pourraient permettre une telle discussion.

La seconde, c'est de prendre des initiatives politiques qui soient de nature à faire apparaître une alternative à l'alliance P.C.-P.S. Ce qui veut dire qu'il faut relancer l'unité d'action des révolutionnaires, travailler à la politisation des mouvements de masse ensemble, et entamer l'élaboration d'un programme révolutionnaire.

Sur ce dernier point, il faudra bien d'ailleurs que nous retrouvions le sens d'une pensée inventive alliée à une pensée critique. Tant qu'en matière d'urbanisation, d'éducation, de modèle de production et de consommation, nous répéterons des banalités ou nous resterons sans réponse, la gauche traditionnelle malgré son réformisme gardera en partie la confiance des travailleurs.

L'année qui s'ouvre sera donc décisive pour le mouvement révolutionnaire.

Nous ne savons pas encore comment évoluera l'alliance P.C.-P.S. : simple préparation d'un accord électoral pour 1973, ou dynamisme de Front populaire ? Dans tous les cas la force du mouvement révolutionnaire et du P.S.U. en son sein ne se mesurera pas au taux d'ironie ou d'anathème qu'il infligera aux tentatives des forces réformistes, mais à la qualité des luttes qu'il mènera et des solutions politiques qu'il sera capable de rendre convaincantes.

Luttes culturelles

Solidaires des grévistes



Défilés sur défilés se succèdent depuis une dizaine de jours à Thonon pour protester contre la décision de lock-out des 1 100 salariés de l'usine de la société des Eaux d'Evian.

Depuis le 26 août, en effet, le P.D.G. des Eaux d'Evian, Antoine Ribaud, a mis les ouvriers des usines en « chômage technique ».

Ceux-ci réclament une diminution des cadences de travail, l'accroissement des effectifs dans les équipes d'empileurs et une garantie réelle de l'emploi.

Le patron de « progrès » qu'est Antoine Ribaud, grand chantre du managéring, supporter frénétique de J.-J. S.-S., avait, après une étude de gestion confiée à une société américaine, décidé de réduire les effectifs de plusieurs postes de l'usine.

Refusant d'être considérés comme des machines, les travailleurs, soutenus par leurs syndicats C.G.T., C.F.D.T. (majoritaire dans l'usine), ont engagé la lutte.

Après le lock-out décidé par la direction, l'occupation par roulement de l'infirmerie, de la conciergerie et du standard a été décidée et se poursuit.

Face à l'intransigeance patronale et à la détermination des travailleurs, un comité de soutien aux grévistes s'est organisé sur le plan local.

Ce comité, composé au départ de la C.F.D.T., de la C.G.T.

Usine et Union locale, du P.S.U., du P.C.F., du Secours Rouge a publié, le 3 septembre, un tract d'appel à la solidarité financière intitulé « Pour les dix millions de soutien », et organisé, le 6 septembre, une manifestation de soutien aux grévistes. A son appel, plus de 1 500 personnes ont défilé dans les rues de Thonon jusqu'à la sous-préfecture.

Si l'unité totale de l'ensemble des organisations démocratiques et révolutionnaires avait été préservée jusque-là sans aucune exclusive, il n'en fut plus de même après la manifestation. Arguant de slogans « gauchistes » lancés pendant la manifestation par les militants du Secours Rouge, le P.C.F. et l'Union locale C.G.T. se retirèrent du cartel, non suivis par la C.G.T. de l'usine qui reste membre du comité de soutien.

Malgré ces exclusives, la solidarité aux travailleurs de la source Cachat se développe.

Des collectes nombreuses s'organisent dans toute la région. Elles rencontrent, la plupart du temps, un accueil très favorable de la population.

Cette solidarité effective de la population envers les travailleurs permet à ceux-ci de résister au « diktat » patronal et de poursuivre l'occupation de l'entreprise. □

● COMITE DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DE CACHAT.
Société Générale Thonon
50 58 96.30.

Le voleur de chevaux

Alain Moutot

Pour avoir dénoncé sans concession aucune en 1948, une société gangrenée par la corruption, le réalisateur américain Abraham Polonski est condamné au silence et interdit de studio pratiquement pendant vingt ans. Il n'a jamais voulu se dédire. Aussi dès que l'occasion lui est à nouveau fournie de tourner en 1970, il entend avec la même rigueur démonter le mécanisme d'une société qui tout en s'enturbant de déclarations de principes aussi fumeux que libéraux, n'est pas moins conduite à perpétrer le génocide du peuple indien. Contre « Willy Boy » survivant de cette extermination, qui refuse de tout son être la ségrégation des réserves, une poursuite est engagée par les Blancs jusqu'à la mort.

Le petit monde de Malava

Victime des assassins de la liberté, Polonski sait, de par sa propre expérience, de quoi il en retourne. Rien d'étonnant à ce que dans son dernier film « Le Voleur de chevaux » il revienne sur l'étude d'une minorité. Inspiré très certainement par ses origines de Russe juif, il se fait le chroniqueur des tumultes d'une petite communauté juive dans la ville de Malava, aux confins de la Pologne sous domination tsariste et de l'Empire germanique. Nous sommes en l'an de grâce 1904 et pourtant à la veille d'une révolution. En apparence, le metteur en scène a laissé un peu de côté les réalités dramatiques, pour badiner d'un ton burlesque sur les faits et gestes du petit monde de Malava.

Schlomé aurait fini sa vie en pleine félicité, s'il avait pu, au terme d'un fructueux marché, pourvoir sa fille d'une dote conséquente et la marier à un apprenti rabbin plutôt rétif devant les études talmudiques. C'était pour Schlomé un bon moyen de se payer une morale qu'il n'a pas toujours scrupuleusement respectée au cours de sa longue vie. Mais surgissent comme des diables, les cosaques qui réquisitionnent les chevaux, objets même du marché qui devait faire Schlo-

mé riche et comblé. Le film fourmille de gags comiques, de mésaventures décontractées qui évitent toujours de finir en drame. Quand là-dessus débarque un bourgeois français et gauchiste (Serge Gainsbourg) qui veut apporter la révolution au peuple et quand Schlomé pour sauver sa famille se fait passer pour le vétérinaire en chef de l'armée russe, la fable tourne à la farce populaire.

Une galéjade sérieuse !

Pourtant, il ne faut pas se fier à la légèreté de l'ambiance. Polonski n'oublie pas son propos et la galéjade laisse filtrer des préoccupations moins dillettantes. Il est très attentif aux rapports dialectiques qui s'établissent entre la minorité juive et l'armée d'occupation russe qui, pour être dirigée par un colonel d'opérette (Yul Brynner) ne se prive pas d'exercer une réelle oppression. Dans « Willy Boy », les victimes étaient présentées comme hébétées, écrasées par l'ampleur de la catastrophe qui s'est abattue sur eux... Résignées de leur sort aussi. Rien de pareil pour les voleurs de chevaux qui, par leurs larcins et leurs facéties, constamment occupés à s'ennivrer dans les tripots et à s'accoupler au bordel ou ailleurs, dans la bonne humeur, opposent une forme originale de résistance à un ordre de vie qu'on veut leur imposer d'office. Ils le rejettent par les mille trouvailles de leur fertile imagination.

Des opprimés et de leurs oppresseurs

Pour nous faire vivre les réactions passionnées de la minorité, Polonski a délaissé la jérémiade au risque d'affronter le reproche en représentant des juifs voleurs, de fournir des armes à l'adversaire. Le comportement des individus est, à tout moment, resitués dans le contexte social et historique. A propos d'un problème auquel il n'est pas insensible, Polonski a voulu tenir le spectateur pour adulte. La distance que le metteur en scène maintient avec une grande maîtrise vis-à-vis de ses

personnages et des problèmes qu'ils soulèvent, lui insuffle un humour corrosif qui n'épargne pas toujours la minorité elle-même. Cette démarche, celle d'un homme qui sait dépasser la sensiblerie, ajoute encore à la vivacité du rythme.

Le film appartient certes à ce cinéma qui veut attirer et charmer pour appeler à la réflexion. Dans ces limites, Abraham Polonski, par la minutie qu'il apporte à la direction d'acteurs, au fini des paysages baignant dans un lyrisme de couleurs agencées avec goût, et enfin à la grâce du ballet des chevaux, symbole vivant d'une vie en liberté, y a pleinement réussi. □

Le Parlement travaille CONVOCAION

La commission de la Défense nationale et des Forces armées, dont vous êtes membre, se réunira le jeudi 9 septembre 1971, à 15 heures (local 2264).

Ordre du jour : Nomination d'un rapporteur sur le projet de loi relatif à l'emploi de chef de musique de la Garde républicaine de Paris.

Le président de la commission : Alexandre SANGUINETTI.

PANTHÉON

Le propriétaire

(am. V.O.)

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Stage national Santé (24 au 27 septembre)

Ce stage s'adresse spécialement aux travailleurs du secteur Santé comprenant : le personnel hospitalier (infirmiers, travailleurs de l'usine) ; les élèves-infirmières ; le personnel psychiatrique ; la recherche médicale, travailleurs sociaux, sécurité sociale, assistantes sociales, etc.

Ce stage se tiendra dans la banlieue parisienne. Une possibilité de prendre des congés culturels existe. Se rappeler qu'il faut adresser les formulaires plus d'un mois avant le stage pour en obtenir l'autorisation.

Pour tout renseignement supplémentaire, ainsi que pour recevoir les rapports préparatoires au stage, s'adresser à Coordination Santé (P.S.U.), 9, rue Borromée, Paris-15^e, le plus tôt possible.

CONFIDENTIEL

C.N.P.F.

Délégation à l'information

Service de Presse

- B -

Dispositif minimum
à mettre en place

Pour mieux informer en période de tension

I L n'est plus à démontrer que l'information de l'opinion par les entreprises est une nécessité des temps modernes.

Cette information revêt une exigence particulière en période de tension. C'est pour aider les entreprises à y faire face que le service de presse du C.N.P.F. a préparé à leur intention la présente note.

L'ACCUEIL que la presse fera, en période de tension, aux informations venues de l'entreprise sera d'autant moins réticent que celle-ci se fera mieux connaître en période normale, soit directement, soit en fournissant des informations aux organisations patronales, afin que ces dernières puissent évoquer aussi souvent que possible l'activité de cette entreprise dans les documents qu'elles diffusent d'ordinaire.

Le chef d'entreprise ne manquera pas de mettre à profit les manifestations que les organisations patronales sont amenées à organiser à l'intention de la presse : il lui sera possible, ainsi, de nouer des relations personnelles avec les journalistes.

La même politique de présence, directe ou indirecte, sera menée auprès des notabilités locales.

L'efficacité de l'information aux moments difficiles est fonction directe de l'attitude de plus ou moins grande ouverture adoptée en temps normal. C'est là une notion essentielle, valable aussi pour l'information interne.

Nous présentons ici deux documents dont la publication ne fera sûrement pas plaisir à leurs auteurs.

Le premier est une note confidentielle de la délégation à l'information du C.N.P.F. qui tend à vérifier la qualité du dispositif des entreprises pour pouvoir parer aux inconvénients des périodes « agitées ». Il vaut son pesant d'or.

Le second, tout aussi confidentiel, traite des problèmes de discipline dans l'entreprise. C'est la direction de « Locatel » qui est l'auteur de ce catalogue qui résume la philosophie d'un « bon patron » qu'il entend voir développer par de « bons cadres » sur le dos des « ouvriers insolents ».

« T.S. ».

avant qu'elles ne s'accréditent, l'entreprise doit être elle-même bien informée.

- *Dépouillement de la presse écrite*
— Par qui ? Où (quand les bureaux de l'entreprise ne peuvent être utilisés) ?
- *Ecoute de la radio et de la télévision*
— Par qui ? Où ?
- *Communiqués et informations d'autres sources*
— Qui les recueille ? Comment ?
- *Tracts*
— Qui les recueille ?
- *Acheminement des informations recueillies*
— Comment le chef d'entreprise est-il saisi des informations recueillies ?

II - L'entreprise informe

1. *Les organisations patronales (qui informent à leur tour le C.N.P.F.)*

Ces organisations ont prévu un ensemble de mesures à prendre en cas de tension, afin que l'opinion demeure exactement informée. L'entreprise doit coopérer avec elles en tout premier lieu.

— A-t-on prévu les dispositions nécessaires pour que les informations émanant de l'entreprise soient aussitôt transmises aux organisations patronales ?

2. *La presse*

- *Répertoire des journalistes*
— Les adresses professionnelles et personnelles, avec téléphone, des principaux journalistes — et pas seulement du directeur du journal — figurent-elles dans les répertoires personnels que le chef d'entreprise et ses collaborateurs immédiats possèdent, non seulement à leur bureau, mais aussi à leur domicile ?

— Sait-on quelles personnes, dans les organisations patronales, connaissent bien les journalistes — y compris ceux de la radio et de la T.V. — et sait-on comment joindre ces personnes à tout moment ?

— Connaît-on les fonctionnaires municipaux et départementaux chargés des relations avec la presse ? Comment établir des liaisons avec eux ? (Ils doivent être informés au même titre que les journalistes.)

- *Interlocuteurs des journalistes*
— Les personnes chargées, dans les organisations patronales, des relations avec la presse et les journalistes savent-elles où joindre, en dehors de l'entreprise, les dirigeants de celle-ci ? (Adresse et téléphone personnels à leur communiquer, éventuellement aussi ceux de la résidence secondaire.)

- *Communiqués et notes*
— Qui rédigera les communiqués et notes ? Et où, si les bureaux de l'entreprise ne sont plus accessibles ?
— Quels moyens aura-t-on de dactylographier, reproduire et distribuer les textes ? (Cf. chap. III.)

Des réactions rapides

Une information qui vient trop tard est une information qui manque son but : celui qu'on écoute le plus volontiers, c'est celui qui parle le premier. Il est indispensable de réagir très vite et de prendre les devants chaque fois qu'on le pourra. Donc, de n'avoir pas à improviser les dispositions nécessaires.

La responsabilité du dispositif d'information

Si l'entreprise ne dispose pas d'un collaborateur spécialiste des questions de relations publiques, il est nécessaire de désigner un cadre qui soit responsable du dispositif d'information en cas de tension, d'autant plus que le chef d'entreprise risque alors d'être très absorbé par de multiples tâches.

I - L'entreprise s'informe

Que dit-on de nous, qu'écrit-on sur nous, quelles sont les rumeurs qui circulent à notre propos ? Pour contrebattre efficacement les informations d'une autre source

● *Interlocuteurs de la presse*

— Si le chef d'entreprise ou ses adjoints directs sont empêchés d'agir par force majeure, qui parlera, écrira, s'exprimera en leur nom ?

3. *Les notables*

— A-t-on prévu des jeux d'enveloppes préparées en plusieurs exemplaires pour l'envoi de lettres, de communications ou de messages à des notables dont l'opinion a une particulière importance et qui, faute d'être directement informés par l'entreprise, peuvent répandre de regrettables contre-vérités ?

4. *Le personnel de l'entreprise*

— Le fichier permettant de s'adresser au personnel existe-t-il en double, hors de l'entreprise ?

— Dispose-t-on de jeux d'enveloppes préparées en plusieurs exemplaires pour adresser rapidement des communications à l'ensemble du personnel, à la maîtrise, à l'encadrement ?

— A-t-on prévu comment faire, le cas échéant, une communication à l'ensemble du personnel ?

— Comment, où et par qui se feront les diffusions de lettres au personnel si ce type d'action d'information est jugé nécessaire ?

— Les cadres possèdent-ils, dans leur répertoire personnel (et non à leur bureau) l'adresse et le numéro de téléphone de leur chef direct et des autres personnes avec lesquelles consigne leur aura été donnée de maintenir la liaison en cas de fermeture de l'entreprise ?

— Les dirigeants de l'entreprise possèdent-ils, dans leur répertoire personnel, les

adresses et numéros de téléphone de leurs collaborateurs directs et de leur secrétaire ?

III - *Dispositions matérielles*

Les dispositions matérielles à prendre visent essentiellement à permettre à la direction de l'entreprise d'assurer sa mission d'information, même quand le travail de bureau ne peut plus être organisé dans les conditions normales. Ces dispositions peuvent être mises en œuvre dans le cadre des organisations patronales, régionales ou locales.

1. *Un bureau temporaire*

— Le local choisi est-il équipé de machines à écrire (non électriques), fournitures de bureau, stocks de papier, machine à reproduire (non électrique) avec ses accessoires, etc., nécessaires ? Qui est responsable de ce matériel ?

— Y dispose-t-on de papier à en-tête de la société, de tampons et cachets authentifiant les écrits établis hors du bureau normal, d'argent liquide, de timbres ?

— A-t-on désigné le personnel d'exécution (dactylographes, coursiers), sans lequel le travail matériel ne pourrait se faire ? Qui doit convoquer, le cas échéant, ce personnel ?

2. *Des moyens de liaison et de diffusion*

— Quels seront les véhicules, voitures, motocyclettes, éventuellement simples bicyclettes, dont on aura besoin pour porter les plis ? Qui aura à s'en servir ? Où les véhicules seront-ils parqués ?

— Quelles dispositions sont prévues pour stocker du carburant et des lubrifiants ?

— Contacts préalables avec des imprimeries au cas où il faudrait faire tirer des tracts, des circulaires, des affichettes.

dant la durée du préavis, refus de se soumettre au règlement d'atelier, refus d'obéissance à un chef d'atelier, refus d'observer les prescriptions d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'entreprise ;

● *Mauvaise volonté manifeste dans l'exécution du travail ;*

● *Interruption du travail sans motif légitime* lorsque cette interruption apporte un trouble profond dans le fonctionnement et la marche de l'entreprise ;

● *Attitude de rébellion ou insolence envers l'employeur ou ses représentants* : injures à l'égard de l'employeur ou des chefs de service, le fait, pour un salarié, de donner congé en déclarant à l'employeur qu'il aime mieux partir que de travailler dans de telles conditions ;

● *Scandale et désordre sur les lieux de travail* : Voies de fait sur un chef de service au cours du travail, ivresse et insultes à l'égard d'un camarade, ivresse accompagnée de scandale gênant le travail des autres, altercation avec un autre employé ;

● *Propagande politique et même syndicale sur les lieux de travail* : Distribution de tracts et journaux dans l'enceinte de l'entreprise, interdite par le règlement intérieur, attroupement et harangue sur les lieux de travail ;

● *Irrégularité dans le travail (absences ou retards répétés et injustifiés)* : Retards répétés à l'arrivée au travail alors surtout que les avertissements sont restés sans effet, absence prolongée sans motif légitime, absences répétées et injustifiées, absence dont le motif invoqué s'est révélé inexact, absence sans autorisation pour un motif étranger au service, alors surtout que le règlement prévoit cette infraction, prolongation sans autorisation du congé payé annuel.

B - *Cas de force majeure*

Il s'agit d'une cause étrangère, non imputable à la volonté des parties, entraînant une impossibilité absolue d'exécuter le contrat de travail ; il ne suffit pas simplement que l'exécution de l'obligation soit rendue difficile ou plus onéreuse.

Constitue, notamment, un cas de force majeure : la maladie d'un salarié qui, par sa prolongation, peut devenir un cas de force majeure entraînant la rupture du contrat de travail. Le fait, pour l'employeur, de remplacer le salarié malade n'est pas considéré, dans ce cas, comme un licenciement et, par suite, l'employeur est dispensé de verser les indemnités de préavis et de licenciement.

Droit d'option de l'employeur

L'employeur peut, s'il le désire, ne pas garder le salarié pendant la durée du préavis s'il juge que le maintien du salarié serait de nature à troubler la bonne marche de l'entreprise. Toutefois, l'exercice de ce droit implique le versement au salarié de l'indemnité de préavis non effectué.

EN cas de violences ou de séquestrations, les entreprises prendront immédiatement contact avec leur organisation professionnelle qui aura reçu du C.N.P.F. les indications nécessaires sur la conduite à tenir.

Du préavis

L'EMPLOYEUR est dispensé d'observer le délai de préavis en cas de rupture du contrat de travail par suite d'une faute grave du salarié ou en cas de force majeure.

A - *Faute grave*

Il n'y a pas de critère précis quant à la notion de faute grave, la faute invoquée doit être « d'une gravité suffisamment évidente ». Toutefois, une *abondante jurisprudence* a eu l'occasion de définir, de façon assez précise, ce qu'il faut entendre par faute grave. L'examen de cette jurisprudence permet de dégager, par comparaison et approximation, la notion de faute grave, que nous pouvons classer comme suit :

● *Manquement à la probité* : Vol de

matériel, sabotage, participation à des actes de concurrence déloyale ;

● *Négligences graves au cours du travail* ;

● *Incapacité ou insuffisance professionnelle manifeste dans l'exercice de ses fonctions* : malfaçons importantes, insuffisance ou incurie d'un employé compromettant la bonne marche de l'entreprise ;

● *Indiscipline* (quelle que soit la forme sous laquelle elle se manifeste) : Refus d'exécuter les ordres de l'employeur ou de ses représentants, refus d'effectuer un travail entrant dans ses attributions normales, refus d'accepter un changement de poste qui n'entraîne aucune diminution de situation et ne constitue nullement une mesure vexatoire, refus d'effectuer le travail pen-

La bataille des Halles

Jean-Louis Auduc

Les Halles de Paris, ce quartier si vivant, n'évoque plus qu'une chose : une ville bombardée. En un mois, à la sauvette, le plus souvent au mépris des règles les plus élémentaires de sécurité vis-à-vis de la population, quatre pavillons sur douze ont été détruits.

Eviter les écueils

Dès que la décision définitive de destruction des pavillons de Baltard fut connue, la campagne pour la sauvegarde du quartier et du site s'est organisée.

Cette destruction n'était, en effet, que le prélude à une vaste opération de rénovation capitaliste, du quartier. Devant cette situation, il y avait deux écueils à éviter.

Le premier était de sombrer dans une défense inconditionnelle des pavillons de Baltard, sous le prétexte de valeur architecturale, d'esthétisme, etc.

Nous y sommes tombés nous-même dans ce journal en écrivant « qu'on découvrirait, émerveillé, leur réelle beauté (des pavillons), création d'une bourgeoisie encore ascendante, comme les romantiques du XIX^e siècle avaient redécouvert la beauté des cathédrales » (T.S. n° 505). Si ceux-ci avaient pu devenir un lieu d'animation populaire important (théâtre, cinémas) — spectacles où participait d'ailleurs plus une certaine « élite intellectuelle » que les habitants du quartier — leur maintien coûte que coûte ne pouvait être un mot d'ordre unificateur. En fait, derrière la bataille des urbanistes, des architectes new-yorkais, des techniciens, c'était une autre utilisation capitaliste — peut-être plus intelligente — des pavillons, qui était mise en avant, mais en aucun cas, le problème de survie du quartier.

Le second écueil était de sombrer, comme le firent les partis de la gauche traditionnelle dans la critique techniciste du projet gouvernemental. En effet, ce n'est pas en réclamant plus de logements sociaux ici, une petite rallonge là, qu'on résoudra le problème global des locataires du quartier.

Car c'est d'abord vers les *travailleurs habitants du quartier des Halles*, avec eux, que devait s'organiser la riposte aux plans capitalistes du pouvoir sur le centre de Paris.

C'est à cette perspective que s'attelèrent les militants révolutionnaires et notamment ceux du P.S.U.

Non aux expulsions

La rénovation du centre de Paris signifiait l'expulsion de plus de 1.500 familles du quartier. Ces familles, faute de pouvoir payer les loyers exorbitants exigés aujourd'hui dans Paris, seront obligés de s'exiler dans de lointaines banlieues soumises aux difficultés des transports, du travail, etc.

C'est dans cette perspective que le P.S.U. mit en avant les mots d'ordre de :

« Non aux expulsions » et de « relogement sur place aux mêmes prix. »

C'est également dans ce but qu'il soutint l'action de l'Association de défense des locataires des îlots Beaubourg et Saint-Martin. Cette association fondée en mars 71 s'est fixé pour but la défense de l'ensemble des familles menacées d'expulsion. Dans ce but, par un travail de porte à porte, elle a réussi à les organiser.

Après le vote d'approbation définitive de démolition des pavillons de Baltard, premier pas vers la rénovation globale du quartier, la riposte s'organisa plus largement.

Cette destruction des pavillons prenait prétexte de la construction du R.E.R. Or :

● Personne n'a entendu parler de destructions gigantesques de quartiers entiers de Paris lors de la construction de tout le métropolitain de 1900 à 1914. La technique du caisson de construction en sous-sol au-

rait-elle régressé depuis la 1^{re} guerre mondiale.

● Les premiers pavillons détruits sont justement ceux sous lesquels ne passera pas le R.E.R.

Le livre noir des Halles

Pour dénoncer cette opération capitaliste la 1^{re} et 2^e sections du P.S.U. publieront un « Livre Noir des Halles » qui, en une douzaine de pages, exposait l'ensemble des plans du pouvoir vis-à-vis des Halles. Plans qui visent à chasser les travailleurs du centre de Paris, comme ils les ont chassés, ou les chassent, du 13^e, du 15^e, du 19^e, et à faire de Paris *une ville pour les riches*.

Dans cette analyse, la riposte pour la défense des habitants du quartier des Halles était primordiale. Tout en poursuivant son action sur le quartier et son soutien à l'Association de défense des locataires des îlots Beaubourg et Saint-Martin, le P.S.U. fut amené à participer à la manifestation unitaire du 12 juillet aux Halles. Manifestation décidée par les organisations sur proposition du P.S.U. Refusant de se laisser enfermer dans la défense inconditionnelle des pavillons, les militants, regroupés derrière les banderoles P.S.U. et qui formaient près de la moitié du cortège, scandèrent : « Relogement sur place au même prix — La Villette, les Halles y en a marre — Destruction des Halles, intérêt du Capital » etc. Après cette manifestation, l'action devait se poursuivre. Les 13 et 14 juillet furent l'occasion d'une véritable occupation militaire du quartier par des forces policières dispersant tout attroupement, faisant l'habituel usage de grenades lacrymogènes — y compris en tir tendu. Pourtant, elles ne purent, le 13 juillet au soir, interdire à une centaine de militants du P.S.U., de la C.F.D.T., d'Objectif 72 et de l'Association des locataires d'occuper un immeuble situé rue Pierre-Lescot afin d'y tenir une conférence de Presse. La visite de l'immeuble permit de montrer à la presse que cet immeuble, promis à la démolition, n'était en rien un taudis et était parfaitement habitable. Le seul intérêt présidant à sa destruction était un intérêt financier.

Les projets gouvernementaux

Deux projets gouvernementaux sont prétextés à expulsions :

Le premier est la construction du R.E.R., prétexte à la destruction des pavillons de Baltard et de plusieurs immeubles alentour.

L'autre est le projet de construction du Musée d'art contemporain, plateau Beaubourg.

Ce musée doit être terminé en 1976. Il s'agira d'un énorme complexe à partir duquel l'art et la culture officiels pourront être diffusés.

Pour construire ce « Musée Pompidou » un vaste concours international d'architectes avait été organisé. Afin de poser le problème des habitants du quartier victimes de cette construction et menacés d'expulsion, une délégation de l'association des locataires des îlots Beaubourg et de militants du P.S.U. se rendit à la conférence de presse, le 19 juillet, au cours de laquelle était présenté le projet retenu.

Ceux qui purent rentrer dans les salles — trois locataires furent interpellés et gardés au poste de police plus de quatre heures — profitèrent de la présence de la presse nationale et étrangère pour dénoncer l'ensemble de la politique d'aménagement du quartier des Halles au service, non de la population, mais des intérêts capitalistes.

Le choix-même du projet du Musée en était le meilleur exemple. La maquette retenue est celle d'un parallélépipède de béton de 50 m de hauteur sur 25 m de

largeur ; la meilleure forme possible pour s'intégrer dans un paysage style « Tour Montparnasse » de buildings et de bureaux. Un beau symbole du régime de Pompidou que ce monument : C'est le musée de la *Spéculation foncière* plus que de *l'art contemporain*. Le premier coup de pioche visant à la destruction des pavillons avait été reculé du 1^{er} juillet au 1^{er} août.

Une destruction très rapide

Profitant des vacances, sous la protection de centaines de gardes mobiles, le gouvernement entama la destruction début août. Une destruction très rapide. Il fallait que le quartier soit transformé en un terrain vague début septembre.

C'est ce qui fut fait, en brisant par la force les quelques velléités de résistance. Vers le 20 août, trois jeunes, habitant le quartier, qui voulaient entamer une grève de la faim contre la destruction et les expulsions furent chassés sans ménagement de l'Eglise St-Eustache par la police, à la demande du curé.

Aujourd'hui la destruction des pavillons se poursuit. Les promesses de remontage d'un ou plusieurs pavillons, qui visaient

à briser les protestations des architectes et des esthètes semblent lettre morte.

Mais, de toute manière, le pouvoir s'intéresse plus aux pavillons qu'aux habitants.

On l'a vu, fin juillet, ressortir, face aux protestations, un crédit de 3 milliards pour le remontage d'un pavillon. Alors que les indemnités versées aux locataires expulsés sont dérisoires et que chaque demande de réajustement se heurte à un refus systématique. C'est pourquoi, les pavillons détruits ou sur le point de l'être, le combat le plus important se poursuit : la défense des habitants du quartier face aux expulsions.

C'est à cette fin que se constitue dans la rue Saint-Denis, dans le 1^{er} et le 2^e arrondissements, une autre association de locataires, que s'organiseront dès le mois de septembre toute une série d'actions de propagande et de protestations. Face aux décisions d'expulsions et de rénovation du quartier, les habitants sont décidés à réagir. Comme le disait un vieil habitant de la rue Rambuteau au moment de l'annonce de la construction du Centre contemporain : « Oh ! nous les habitants du quartier, nous sommes plus beaux que le Musée ».

Ils le feront savoir par l'action. □



Transports : un nouvel élan

Jacques Kergoat

Sur les transports le gouvernement a hésité. Certes, le ministre des Transports — Chamant — avait annoncé dès le mois d'avril une hausse avant la fin de l'année : compte tenu des bonnes habitudes gouvernementales, cela devait signifier qu'elle interviendrait pendant l'été. Mais, au mois de juillet, des hésitations étaient cependant apparentes dans les sphères gouvernementales : on laissait dire que les ministres n'étaient pas d'accord entre eux et, visiblement, chacun hésitait à prendre la responsabilité d'une augmentation que l'on savait impopulaire et qui ne pouvait qu'accélérer le mécanisme de la hausse des prix. C'est ce qui explique peut-être que la hausse n'intervint pas le 1^{er} août, comme on pouvait s'y attendre, mais seulement dans la deuxième quinzaine de ce mois.

Les comités d'usagers interviennent

Par crainte de trop fortes réactions populaires, le pouvoir n'a pas osé augmenter la carte hebdomadaire, mais le carnet de tickets de métro est passé de 7 F à 8 F et les tarifs S.N.C.F. banlieue ont augmenté de plus de 14 %. Immédiatement, malgré la période défavorable, les comités d'usagers se remettent au travail. Tracts et panneaux explicatifs commencent à reflourir dans les marchés et aux abords des stations de métro. De premières interventions dans quelques gares parisiennes sont bien accueillies par les usagers. C'est que la colère est grande : le mécontentement diffus provoqué par l'ensemble des hausses comme par les scandales du type Garantie Foncière s'est en grande partie cristallisé autour de la hausse des transports. Le relatif succès que rencontrent les pétitions organisées par les syndicats confirme cette impression. La Fédération des comités d'usagers décide alors d'intervenir massivement gare St-Lazare, qui reste en ce mois d'août un lieu de transit important pour les travailleurs parisiens. Surprise : la police était au rendez-vous et avait visiblement reçu consigne d'empêcher toute manifestation. Mais il est difficile de ratonner toute une gare... Pendant plus d'une heure, la gare St-Lazare retentit des slogans des comités d'usagers : « Gouvernement de voleurs, non à la hausse ! » Déçus, les policiers se bornèrent alors à quelques brèves mais violentes actions de commandos destinées à « capturer » quelques manifestants. Hélas encore pour eux, ce jour-là à St-La-

zare, tout le monde manifestait... Les usagers de la gare reprenaient les slogans et manifestaient leur hostilité aux brutalités policières. Les sbires de M. Marcellin durent finalement se contenter d'un maigre butin : ils « embarquèrent » trois usagers, dont l'un risqua d'ailleurs d'être poursuivi pour... coups et blessures à un agent de l'autorité dans l'exercice de ses fonctions, évidemment ! Une heure et demie après la fin de la manifestation, plusieurs centaines d'usagers discutaient encore, en groupes compacts, de la hausse, des brutalités policières, et des actions à mener ensemble.

20.000 usagers en colère

Le 26 août, c'était d'une manifestation de rue qu'il s'agissait. Le cartel sur les transports (C.G.T., C.F.D.T., P.C.F., P.S.) et la Fédération des comités d'usagers des transports en commun de la région parisienne (F.C.U.T.C.R.P.) appelaient à manifester de la gare St-Lazare au métro Poissonnière. Notre parti appelait ses militants à manifester avec leurs comités d'usagers. Changement de climat ? L'Humanité publiait dans ses colonnes l'appel à manifester de la Fédération des comités d'usagers. Mais si changement de climat il y avait, le service d'ordre du P.C.F. sur place n'en était guère informé. Celui-ci fit en effet des pieds et des mains — c'est le cas de le dire — pour empêcher l'insertion de la Fédération des comités d'usagers dans le cortège, arrachant les banderoles, frappant les militants et en blessant sérieusement trois, dont notre camarade Jean-Claude Vessilier, membre du bureau fédéral de Paris (fracture au nez, trois points de suture). Fermement repoussés, ils ne purent empêcher que, pour la première fois à Paris, depuis mai 68, une organisation considérée par le P.C.F. comme « gauchiste » ait sa place, non pas à la queue, mais bien au milieu d'un cortège unitaire.

L'ampleur de la manifestation dépassa tous les pronostics pessimistes : un 26 août, ce sont plus de vingt mille manifestants qui se sont retrouvés dont environ cinq mille derrière les banderoles de la Fédération des comités d'usagers. La combativité du cortège étonna également : on était loin de l'aspect traîne-savate qu'avait revêtu à la fin du mois de juin la manifestation organisée par le seul cartel sur les transports, regroupant à peine 3.000 manifestants et les mots d'ordre des comités d'usagers (« Garantie

Foncière - R.A.T.P., gouvernement de voleurs » « L'Etat ne nous transporte pas, il nous roule » « Faites payer Rives-Henrys-Non à la hausse ») étaient repris très largement dans l'ensemble du cortège. Qu'une telle manifestation ait été possible au mois d'août, c'est incontestablement un sérieux avertissement donné au pouvoir. Il importait de ne pas en rester là.

Un rassemblement de masse

C'est pourquoi la Fédération des comités d'usagers organise, le 17 septembre, un rassemblement des usagers, salle de la Mutualité. Objectif : non pas « remplir la Mutu » avec les habituels spectateurs des meetings politiques, mais regrouper pour cette soirée le maximum d'usagers mécontents de leurs conditions de transport. Déjà, 300.000 tracts centraux ont été distribués dans la région parisienne. Les comités d'usagers prennent maintenant le relais avec leur propre matériel local et semblent s'être attelés avec un grand sérieux à la préparation de ce rassemblement. Des comités de banlieue ont déjà loué des cars et organisé des départs collectifs. Des bureaux de poste, des administrations, d'entreprises chimiques arrivent déjà des messages de soutien au rassemblement, parfois signés par des centaines de travailleurs. Ailleurs, c'est la quasi totalité des habitants d'une cité H.L.M. qui ont fait connaître leur soutien au rassemblement des usagers et organisent eux-mêmes leur déplacement à la Mutualité. Les militants du P.S.U. ne seront évidemment pas absents de ce travail.

Le rassemblement du 17 peut être ainsi une étape importante dans le développement des luttes de la rentrée, d'autant plus que la F.C.U.T.C.R.P. a invité à s'exprimer à cette occasion l'ensemble des organisations politiques et syndicales qui se donnent pour but la défense des intérêts des travailleurs.

Pendant ce temps, le « cartel sur les transports » ne semble guère pressé de relancer l'action. Peut-être cela n'est-il pas sans lien avec la lettre de François Mitterrand au Premier ministre et la courtoise réponse de M. Chaban-Delmas. Mais on se trompe lourdement si l'on croit que les usagers attendront passivement que la solution de leurs problèmes vienne d'une élégante joute parlementaire sur « les problèmes de fond ». Là comme ailleurs, ils ont appris que seule l'action de masse paie. □

Palavas les flics

R. Calmet

Rassemblés, à l'initiative d'un certain « noyau parisien du F.L.J. », à Villeneuve-les-Maguelonne, le 3 août, 800 jeunes veulent vivre « autrement » ; autrement que dans les campings bidonvilles, autrement que dans les studios de la Grande Motte à 800 F pour quinze jours, autrement qu'au Club Méditerranée.

Naïvement ou pas ils ont choisi l'Hérault où le camping sauvage est interdit depuis deux ans pour permettre l'aménagement capitaliste du littoral.

Des fées en treillis

Le bonheur d'être ensemble, du méchoui monstre (15 moutons), du pinard local, du soleil gratuit, de la mer gratuite, du sable gratuit, ce bonheur sera de courte durée : le 4 août au matin un arrêté préfectoral d'expulsion est exécuté par les C.R.S. et gendarmes mobiles. Retraite sur Palavas-les-Flots. Barrage sur un pont. Bagarre à coups de grenades lacrymogènes d'un côté, cailloux et galets de l'autre. En plein camping privé !

Les campeurs, travailleurs dans leur grande majorité, réagissent sainement : « la plage est à tout le monde » ; « ces jeunes ne nous embêtaient pas et dès que les C.R.S. sont arrivés ça a été le bordel » ! Des délégations de campeurs chez le directeur du camp obtiennent le retrait des forces de police. Deux cents jeunes environ restent sur place à côté du camping populaire. Le maire de Palavas leur propose n'importe quoi pourvu qu'ils partent ! Le 3 août le même M. Giret déclarait que sa bonne ville se devait de faire bon accueil à tout le monde... mais les pressions de la préfecture et les ordres de M. Marcellin sont clairs : vider l'abcès !

Le Midi Libre se distingue

Midi Libre, le « grand » quotidien local mène également campagne en battant le tambour ignoble du racisme anti-jeune. On attribue à ces jeunes des « chapardages » ; on les montre « poussant des cris », « s'immisçant », le vocabulaire servant à les décrire est le même que celui des bestiaires ! →

" Nos enfants ont droit aux contes de fées et non au spectacle de corps de jeunes gens nus. "

**Colonel Poitevin
Maire de Villeneuve-les-Maguelonne**



Quand, enfin le 9 août « on » estime que la poire est mûre, on décide le ratissage des 130 jeunes qui sont encore sur place ; M. Lagarde journaliste s'autoproclamant « fasciste » écrit un article justifiant et annonçant ces mesures de salubrité publique.

Jeunes-Juifs-Arabs

Il faut maintenant trouver les coupables, ceux qui ont osé résister à leur expulsion le 4 août ! Respectivement pour « rébellion » et « outrages » lors de leur « interpellation » Philippe M... et Patrick M... sont condamnés à cinq jours de prison ferme et 1.000 F d'amende, mais le procureur a fait appel à minima contre ce dernier. Deux mineurs en « cavale » : l'un est remis à sa mère, l'autre à la maison de correction dont il s'était échappé. On trouve un plan du quartier latin sur un jeune, c'est sans doute le plan d'une insurrection, déféré en Cour de Sûreté de l'Etat.

Cinq autres jeunes reconnus formellement par les C.R.S. du 4 août, les mêmes qui ont fait le « ramonage du 10 août » sont inculpés de « rébellion » : ils feront vingt-cinq jours de détention préventive, deux d'entre eux, qui étaient l'un à Moulins, l'autre à Toulouse le 4 août seront relaxés ; deux autres prennent trois mois avec sursis ; un cinquième coupable d'avoir déjà une petite condamnation de 6 mois avec sursis prend deux mois fermes !

De la "sauvagerie" à la politique

Pour obtenir la libération de leurs copains, une trentaine de jeunes ont mené en plein mois d'août une difficile campagne : tracts, affiches, enchaînement place de la Comédie, grève de la faim de plus de quinze jours. Une quinzaine de militants du P.S.U. et du Secours Rouge ont soutenu cette lutte.

Midi Libre, dénonçait et montrait que le camping sauvage avait été expulsé parce qu'il mettait en cause la transformation du littoral en Côte d'Azur pour les riches ; parce que de plus c'était un rassemblement de jeunes et que ces rassemblements font peur à M. Marcellin qui tente de répandre la gangrène du racisme anti-jeunes depuis un an.

Vivre c'est lutter

Venus pour vivre une « expérience » communiste les jeunes du rassemblement ont pu constater qu'une fois de plus il n'y a pas d'ilot ; la vie « en marge » n'est tolérée que si elle peut être « encadrée », « contrôlée » par les appareils répressifs de la bourgeoisie. La trentaine de « sauvages » restés à Montpellier jusqu'au procès de leurs copains, le 31 août ont dû changer leur utopie en action, ils ont vécu ensemble la lutte contre le racisme, les préjugés, l'hypocrisie. Pour eux comme pour

nous il doit être clair que la seule vie possible, aujourd'hui et maintenant c'est le combat contre le capitalisme, les idées qu'il répand, la répression qui le protège, l'exploitation dont il se nourrit.

Marcellin n'était pas en vacances, lui !

Décidément il n'y a pas d'armistice de la lutte des classes pendant les vacances ; le malheur c'est que beaucoup de militants et de sections de notre propre parti ne prennent pas sérieusement et à l'avance les moyens d'assurer une permanence capable de riposter du tac au tac aux offensives estivales du pouvoir ou de ses représentants locaux. Pour cette fois, les campeurs de Palavas, les travailleurs qui ont hué les brutalités policières vis-à-vis des jeunes enchaînés place de la Comédie, les nombreux lecteurs qui ont écrit et fait cesser la campagne anti-jeunes du Midi Libre, les grévistes de la faim et leurs copains, les avocats des inculpés M^e Méloux et Ferran qui, dans leur plaidoirie, ont battu en brèche l'accusation, dénonçant les prétextes donnés à l'expulsion par les représentants du gouvernement Pompidou, montrant l'arbitraire, le « deux poids, deux mesures » de la répression, les cent-cinquante Montpelliérains qui étaient venus au procès à l'appel des affiches du Secours Rouge sans qu'aucun organe de presse n'en ait annoncé le jour ni l'heure ; tous ont contri-

bué à mettre en échec un mauvais coup de plus mais ce n'est pas suffisant pour barrer la route à la peste anti-jeunes, maladie qui risque de diviser les travailleurs, d'isoler les plus enthousiastes les plus actifs et leurs organisations. Dans l'immédiat aidons le Comité de soutien à faire face à ses échéances financières ! (Mme Annie Le Carrer - cité « Les Escholiers », avenue de la Justice - 34-Montpellier).

Dénonçons sans relâche ceux qui cherchent à prendre les jeunes et les gauchistes comme boucs-émissaires pour cacher les véritables conflits qui nous opposent à la sale domination des exploités !

Est-il besoin de dire que le P.C.F. par son bureau fédéral de l'Hérault et la Marseillaise a vigoureusement dénoncé M. Marcellin qui « a envoyé ses gauchistes et ses C.R.S. » à Palavas ! □

Le Plan Nixon

Jacques Malterre

« Nous allons régler son compte à ces bâtards ». C'est dans ces termes aimables que le président des Etats-Unis a prévenu ses proches collaborateurs du lancement de son fameux plan du 15 août.

Un homme en colère

« Bâtards », tous ceux... des Japonais aux Français que la grande Amérique a aidés et défendus depuis 1945 et qui pour toute reconnaissance traitent odieusement le dollar et refusent d'aider les Etats-Unis à passer un petit cap difficile.

Un méchant règlement de comptes, c'est ainsi qu'à travers le monde on a interprété les mesures prises par Nixon en pensant surtout à la surtaxe de 10 % imposée sur tous les produits importés par les Etats-Unis.

La nouvelle crise internationale déclenchée à Camp-Davis ne doit pas, cependant, faire oublier que les préoccupations du successeur de Johnson étaient d'abord d'ordre intérieur : la popularité du président soumis à réélection l'année prochaine baissait dangereusement : il lui fallait frapper un grand coup. D'où toutes les mesures d'ordre interne dont l'annonce a fait sensation aux U.S.A. plus que les mesures extérieures : blocage des prix et des salaires, allègements fiscaux, économies budgétaires, aide fiscale aux sociétés.

La lecture de la grande presse commentant en juillet les dernières statistiques économiques a convaincu Nixon qu'il fallait désormais agir vite et fort. Depuis 6 mois, changeant déjà de cap, il avait donné la priorité à la lutte contre le chômage et la stagnation, à coups de savants calculs il avait annoncé que 1971 serait une brillante année pour les affaires. Le produit national américain devait atteindre un chiffre record : 1.085 milliards de dollars à la fin de l'année ; le taux de chômage retomberait alors en dessous de 4,5 %.

Las ! Après un petit démarrage au premier trimestre, l'économie américaine semblait à nouveau s'enliser, le taux de croissance plafonnait à 4 % par an ; cette augmentation de la production, les progrès de la productivité suffisaient pour la réaliser, elle ne demande aucun travailleur supplémentaire ; donc, tous ceux qui se présentaient sur le marché du

travail étaient voués au chômage. Si les choses continuaient dans ce sens, il y aurait 7 % de chômeurs à la fin de l'année (il y en a eu 6,1 % en juillet).

Dans l'opinion publique, c'était le désarroi et dans la presse un concert de récriminations contre « l'impuissance et l'inertie » du gouvernement. Dans le propre parti de Nixon, la hargne et la grogne se déchainaient.

Toute l'Amérique conservatrice déjà ulcérée par le rapprochement avec la Chine exigeait des mesures protectionnistes et autoritaires. Nixon lui a donné satisfaction.

Un plan réactionnaire

Dès le 16 août, le climat a complètement changé. Toute la presse capitaliste vante l'esprit de décision du Président. L'Amérique a retrouvé un chef. L'autosatisfaction éclate chez les officiels.

Le journal « Washington Post », après un vibrant hommage rendu au Président, note tout de même en conclusion : « Le programme dont l'exécution aura le plus à souffrir des mesures récentes sera celui auquel le Président semblait le plus attaché, c'est-à-dire celui qui devait améliorer, bien qu'encore insuffisamment, le sort des déshérités. »

Le Plan Nixon consiste en effet à inciter les firmes américaines (surtout les firmes automobiles), à accélérer leurs investissements et les consommateurs à accroître leurs dépenses ; pour cela, il allège les impôts et élève une barrière contre les importations déjà soumises aux droits de douane. Mais comme il ne veut pas accroître le déficit budgétaire déjà considérable, il compense les cadeaux fiscaux par des économies, et pour cela il choisit de couper dans l'aide aux pays sous-développés et de retirer les projets d'aide sociale aux plus déshérités et d'annuler les transferts fiscaux prévus au profit des collectivités locales (Etats).

La philosophie du Plan Nixon est résumée par le « Washington Post » : substituer des dépenses privées aux dépenses publiques, financer la construction de plus de voitures et d'usines avec l'argent des

moins favorisés. On comprend la satisfaction générale de l'Amérique conservatrice.

Cette joie est juste un peu ternie par la crainte d'une intervention plus active de l'administration dans la vie des affaires. Nixon a en effet décrété le blocage des prix, des salaires et des dividendes. En théorie, c'est la fin de l'économie libérale, patrons et syndicats voient leur liberté de fixer prix et salaires supprimée pour quatre-vingt-dix jours au moins. Cependant, les capitalistes ne s'affolent pas trop. En tous pays, le contrôle des prix et des profits a toujours été voué à l'échec ; le blocage des salaires, lui, pourrait bien être réel et profitable. C'est donc du côté des syndicats que sont venues les plus vives protestations, mais, déjà, le président de l'A.F.L.-C.I.O. Meany a fait comprendre que moyennant quelques arrangements il n'inciterait pas la classe ouvrière américaine à déclencher des conflits qui risqueraient de gêner l'action du Président. La lutte contre la montée du chômage vaut bien quelques sacrifices.

Mort ou résurrection du dollar ?

A peu près assuré de n'avoir pas trop de difficultés chez lui, Nixon attend de pied ferme que son boomerang ait mis K.O. ses « chers alliés ». On passe ainsi de la stratégie de lutte de classe interne à un épisode du conflit entre grands et petits Etats impérialistes. Aux U.S.A., Nixon cherche à redonner des moyens au grand capital ; dans le monde, il s'efforce de sauvegarder la domination politique, militaire et économique des Etats-Unis ébranlée par ses propres excès.

Tout se passe comme si depuis vingt ans la puissance industrielle et commerciale des U.S.A. n'avait pas progressé au rythme de ses ambitions impérialistes. Pour assurer le financement de ses guerres extérieures (surtout celle du Vietnam, mais aussi celle, larvée, du Moyen-Orient) et de ses conquêtes économiques (par le biais de l'expansion mondiale des grandes firmes), il aurait fallu que les Etats-Unis dégagent des excédents de recettes considérables et, par con-

séquent, que l'économie métropolitaine américaine reste très compétitive. Or, face à elle se sont érigées des puissances économiques — surtout le Japon et les pays du Marché commun — qui ont dérivé à leur profit une partie des achats du monde entier. Gorgées de capitaux, ces puissances ont accru rapidement leur productivité et, aujourd'hui, elles s'imposent sur des marchés qui étaient jusqu'alors chasses gardées des U.S.A. Déficitaires, ceux-ci ont continué à régler leurs dépenses dans le monde en dollars qui venaient s'accumuler dans les caisses de quelques pays, Allemagne, Japon, Suisse, etc., jusqu'au moment où le doute sur la valeur de ces dollars a fini par s'imposer aux plus confiants ; alors, chacun a cherché à s'en débarrasser, mais il n'y avait plus que les banques centrales des pays fidèles qui consentaient à les acheter ; un jour elles se sont lassées et elles ont décidé que désormais elles ne soutiendraient plus le cours du dollar.

Le pouvoir américain a considéré cette attitude comme extrêmement inamicale. Il estime que si ses « alliés » ont trop de dollars, c'est qu'ils trichent... aux dépens des Etats-Unis. Trois griefs principaux sont toujours avancés :

— Le Japon, principal accusé, fait du dumping : s'il vend beaucoup aux Etats-Unis, c'est parce qu'il paye mal ses salariés, la monnaie japonaise est sous-évaluée. Depuis des mois, Washington mène une lutte acharnée pour obliger les Japonais à faciliter les ventes américaines au Japon ; celui-ci répond inlassablement : Niet.

— Le Marché commun élève une barrière contre les produits agricoles américains ; poste normalement important dans le commerce des U.S.A. : aucun arrangement n'a été possible.

— Les pays dont les U.S.A. prétendent assurer la défense militaire contribuent peu au financement de ces dépenses : l'Allemagne refuse d'accroître sa contribution.

Alors, Nixon se fâche contre tous ces « bâtards ». Tout le monde lui conseille de dévaluer le dollar ; il s'y refuse. (Même s'il le voulait, le Congrès américain refuserait.) Il veut obtenir un résultat équivalent — mais sans perdre la

face — en obligeant les autres à réévaluer leurs monnaies. Ce sera donnant-donnant : si le mark, le yen, le florin, etc., sont sérieusement réévalués, alors les exportations américaines seront facilitées ; le commerce américain redeviendra florissant, le dollar sera à nouveau recherché, Nixon pourra alors supprimer la taxe de 10 %.

Ce « grand jeu » peut réussir. Pratiquement, seule la France a jusqu'à présent refusé d'entrer dans les voies tracées par le gouvernement américain ; les Japonais ont dû céder. Le dénouement de toute l'affaire devrait être un réajustement de toutes les monnaies par rapport au dollar qui resterait majestueusement inchangé.

Si les « bâtards » n'acceptent pas, c'est tout le système mondial des échanges qui risque d'être cassé. Les U.S.A. s'enferment dans un nouvel isolationnisme ; chaque pays prend des mesures de rétorsion qui aggravent la cassure.

Les Etats-Unis ne sont plus assez puissants du point de vue économique pour que le dollar domine sans peine ; ils le sont encore assez pour empêcher les autres de s'en passer. Or, ces derniers sont désunis, ils se battent en ordre dispersé, chacun cherchant à sauvegarder ses intérêts, ce qui permettra aux Etats-Unis d'imposer à nouveau leur loi.

Quant à la France, elle peut jouer, comme du temps de De Gaulle, les francs-tireurs ou les matamores, elle n'en a pas les moyens : on ne peut pas respecter les règles du jeu capitaliste à l'intérieur et les ignorer à l'extérieur. Actuellement, le gouvernement croit très habile de profiter de la situation pour offrir une nouvelle dose d'oxygène aux grosses firmes exportatrices, même s'il doit faire payer cela par un renchérissement des importations qui élèvera le coût de la vie. Mais l'appel au rassemblement des énergies nationales face à la menace de crise internationale est une façon commode de juguler les revendications et de faire passer à l'arrière-plan les véritables problèmes de l'économie française. Après la répression Marcellin, voici venu le temps de la chanson Giscard ; elle est plus dangereuse encore pour les travailleurs. □

L'ordre établi en cause

Bernard Jaumont

Entre les affrontements en Irlande et le massacre des Palestiniens par les tueurs d'Hussein ; entre l'échec du coup d'Etat de Rabat et l'anéantissement des Bengalis ; entre les exécutions du Soudan et le putsch de Bolivie, il n'y a pas beaucoup de points communs, si ce n'est que dans tous les cas, la politique de coexistence pacifique perpétue les situations intolérables et joue en faveur de l'ordre et des hommes au pouvoir. La seule préoccupation des deux géants, c'est d'éviter tout ce qui pourrait menacer l'équilibre où ils se complaisent, et avec leur bienveillante bénédiction, ce qui représente l'ordre établi peut aller jusqu'au génocide pour se débarrasser de ses contestataires sans que quiconque lève le petit doigt.

Il va falloir maintenant analyser la situation dans chacun de ces pays pour écarter les paravents nationalistes ou religieux qui y masquent les véritables conflits de classe, pour rechercher les groupes qui veulent véritablement construire le socialisme et décider avec eux les moyens de les soutenir dans leur lutte contre l'exploitation et l'oppression. Il faudra aussi tirer les conséquences de cette lente montée des régimes dictatoriaux et policiers, la Bolivie et la Turquie s'ajoutant à la longue liste des pays qui y sont soumis depuis de nombreuses années, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Afrique du Sud, la Jordanie, le Maroc, le Brésil ou Haïti.

Les révolutionnaires devront enfin se demander quelles vont être leurs possibilités d'action dans les pays méditerranéens où de Marrakech à Amman, les hommes de main de l'impérialisme ont pu en quelques semaines renforcer et élargir leurs positions tandis que les Palestiniens ne trouvent plus de soutien qu'en Algérie.

Quatre événements prioritaires

Mais quelle que soit l'importance de toute cette évolution, il s'est produit au cours de l'été quatre autres événements auxquels on doit accorder la priorité. Et d'abord la crise que pourraient bien causer les échecs successifs de la diplomatie soviétique. Que ce soit au Soudan où l'équipe Brejnev-Kossyguine a laissé exécuter les militants communistes, et quelques autres sans pour autant s'attirer les bonnes grâces du gouverne-

ment de Khartoum, au Pakistan, où le soutien qu'elle a apporté à l'Inde n'a pas empêché le massacre des Bengalis, au Moyen-Orient où la constitution de l'Union des Républiques Arabes va permettre à la R.A.U. de se dégager un peu des liens auxquels la soumettait le traité récemment signé avec l'U.R.S.S., en Europe de l'Est où les Roumains semblent supporter de plus en plus difficilement leur condition de peuple colonisé, et surtout en Extrême-Orient, où les projets de négociations entre la Chine et les Etats-Unis, et le refus d'une conférence internationale sur le Vietnam l'écartent du règlement du problème, dans tous les continents les dirigeants soviétiques vont de revers en échec.

Avec beaucoup de persévérance et de conscience l'U.R.S.S. joue la politique de grande puissance, essayant à chaque incident de provoquer une réunion des « Grands » qui régleraient tous les problèmes au mieux de leurs intérêts sans tenir le moindre compte de ce que veulent les peuples concernés. A ce jeu, elle a perdu sur tous les tableaux. Et comme aucun régime ne peut se permettre longtemps de subir des revers extérieurs quand il n'exprime pas les aspirations des masses, il faut craindre que l'équipe au pouvoir ne cherche à relever son prestige par des initiatives plus aventureuses.

Entrée en scène de la Chine

Le deuxième événement capital, c'est l'entrée en scène de la Chine, qui commence à recueillir les fruits de la lutte inlassable qu'elle mène depuis vingt ans contre l'impérialisme américain. On peut penser qu'assez rapidement les Etats-Unis vont être obligés de retirer une grande partie de leurs troupes d'Asie du Sud-Est et ils vont enfin pouvoir constater des évidences auxquelles ils étaient insensibles depuis très longtemps : à savoir que les représentants du peuple chinois se trouvent à Pékin et que le sort de Formose doit être réglé par les Chinois eux-mêmes.

On pourrait craindre que les choses aillent plus loin et que reconnus comme grande puissance par leurs adversaires, bientôt dotés d'armes nucléaires assez puissantes pour constituer une véritable dissuasion aussi bien à l'égard

des Etats-Unis que de l'U.R.S.S., les Chinois suivent le mauvais exemple soviétique et se conduisent en troisième « grand » et non en leaders de la lutte contre l'impérialisme.

On peut s'interroger, compte tenu de la position qu'elle a prise dans la crise du Bengale, et de l'ouverture des négociations avec les Etats-Unis, s'il ne s'agit là que d'une étape tactique, permettant de marquer des points sérieux sur le terrain, sans que pour autant sa stratégie soit modifiée. Constatons cependant qu'elle s'est opposée aussi bien à une nouvelle conférence de Genève sur l'Indochine qu'à une réunion des cinq puissances nucléaires sur le désarmement.

Pourtant, c'est dans chaque cas qu'il faudra juger, concrètement, si les Chinois conservent la même orientation que dans le passé ; et on le verra d'abord dans les négociations sur le Vietnam, selon qu'ils conseilleront aux Vietnamiens d'assouplir leur position pour faciliter la sortie des Etats-Unis, ou qu'ils feront pression sur les Américains pour qu'ils acceptent les conditions exigées par les Vietnamiens.

La crise de l'empire américain en premier lieu

C'est en premier lieu la lutte admirable menée par le peuple vietnamien contre l'impérialisme américain qui est à l'origine du troisième événement, la crise de l'empire américain. Le retrait des troupes américaines d'Extrême-Orient et peut-être d'Europe (la signature de l'accord sur Berlin pourrait être le prélude à cette opération) et la crise du dollar que Nixon a converti en victoire politique sur ses complices européens et japonais, mais qui se traduit par une énorme crise du monde capitaliste : ce sont là deux événements dont on commence tout juste à entrevoir les conséquences. C'est peut-être le commencement de la fin pour l'empire américain tel qu'on l'a connu jusqu'ici avec ses drapeaux, ses uniformes, sa Maison Blanche, son Pentagone, ses hélicoptères, son napalm et ses dollars.

Les nouveaux empires

Et déjà, on voit apparaître un autre impérialisme, celui de quelques grandes banques, de quel-

ques sociétés pétrolières et de quelques trusts multinationaux. Ces empires-là n'ont besoin d'aucune armée, ils ne sont personifiés par aucun homme ni aucun régime, leurs intérêts ne se confondent avec ceux d'aucun groupe national et ils n'ont besoin de la structure des Etats que pour diffuser l'idéologie du profit (sans laquelle ils ne pourraient pas vivre) et réprimer la révolte des exploités. Ces empires-là n'ont plus besoin, en guise d'Etat, que de Guy Lux et de Marcellin.

Et puis enfin, et ce n'est pas à négliger, l'Europe capitaliste s'est désagrégée dès la première crise, ce qui veut dire que l'intégration du capitalisme européen n'a pas atteint un degré tel qu'il puisse opposer une riposte commune à la pression américaine. Dans l'avenir, les « petits capitalistes » européens seront avalés séparément par les énormes trusts américains, ou bien la concentration va se poursuivre (par exemple sous la houlette des firmes allemandes) jusqu'à ce que les entreprises européennes puissent rivaliser avec leurs concurrentes américaines. Cette évolution sera décisive pour la détermination de notre stratégie... En tout cas, il faut espérer que les travailleurs d'Europe sauront profiter du sursis qui leur est donné pour constituer une solidarité européenne des travailleurs capable de s'opposer au Marché commun du fric.

C'est principalement en fonction de ces quatre événements majeurs que devra s'orienter la stratégie des mouvements révolutionnaires : tant que les Vietnamiens n'ont pas obtenu la satisfaction totale de leurs revendications, c'est là que se situe l'une des principales actions à mener. Par ailleurs, l'empire américain tel qu'il existe actuellement n'est pas encore mort, loin de là, et il faudra très longtemps encore lutter à la fois contre l'impérialisme classique et contre celui qu'on voit naître aujourd'hui. Et puis c'est en Europe que se situera l'autre aspect de cette stratégie, d'autant plus important que c'est le terrain sur lequel nous pouvons avoir une influence directe et qu'une transition vers le socialisme serait très difficile à réaliser dans un seul pays d'Europe si les autres ne le rejoignent pas assez rapidement. □

La résistance palestinienne continue

Cet article a été rédigé par quelques camarades ayant séjourné au Moyen-Orient au mois d'août, il donne un premier aperçu de la situation de la Résistance palestinienne après la répression en Jordanie. Les lacunes sont cependant bien évidemment nombreuses et nous nous proposons, par la suite, d'établir un dossier plus complet abordant notamment les positions respectives des différentes organisations, la situation détaillée dans chaque pays où se trouvent les palestiniens (Syrie, Liban, Jordanie, Israël, etc.)

Depuis septembre 1970, la presse internationale ne cesse d'annoncer la liquidation « définitive » de la Résistance palestinienne, le but semble même être atteint avec les derniers combats de juillet 1971 entre la Résistance et les troupes bédouines du roi Hussein ; examinons la situation de plus près.



Communiqué

Au procès de Marrakech, le procureur a demandé la peine de mort contre 46 accusés et la réclusion à vie contre 122 autres.

Ainsi, comme il n'était pas difficile de le prévoir, le coup d'état avorté de Rabat a été utilisé par le gouvernement marocain pour renforcer la répression contre les militants qui ont eu le courage de dénoncer la misère dans laquelle survit la population marocaine, d'expliquer qu'elle n'est pas le résultat d'un fléau naturel, mais bien la conséquence normale du néo-colonialisme par qui le peuple marocain est exploité, et de dire que le gouvernement d'Hassan II n'est que le porte-parole et l'instrument de répression de cet impérialisme.

A cet égard les amis d'Oufkir ont montré cette fois encore qu'ils n'avaient pas perdu la main depuis l'assassinat de Ben Barka : tous les moyens ont été employés dans le « procès » de Marrakech, depuis la torture des accusés jusqu'aux tentatives d'intimidation de leurs avocats.

Le Bureau national du P.S.U. réaffirme sa solidarité avec les militants marocains dont la vie ou la liberté sont aujourd'hui menacées par le régime d'Hassan II, et appelle les travailleurs à manifester leur opposition à cette répression scandaleuse. Le gouvernement français, représentant les intérêts néo-colonialistes de l'impérialisme français est d'ailleurs un des responsables de l'évolution politique au Maroc.

Le Bureau national du P.S.U. appelle les travailleurs à participer à la manifestation de protestations le 3 septembre devant l'Ambassade du Maroc. Il leur demande de rester vigilants pour empêcher que le verdict qui viendra terminer ce procès grotesque ne vienne allonger la liste des assassinats dont sont coupables les dirigeants marocains.

LE 3 SEPTEMBRE 1971.

La Résistance a reçu depuis septembre 1970 des coups très sévères en Jordanie. Il est vrai qu'une très grande partie du potentiel militaire de la Résistance a été détruit (pertes cependant compensées par les désertions avec armes et bagages de près de 10.000 soldats palestiniens de l'armée jordanienne, actuellement stationnés sur la frontière de Syrie), mais ce qui reste ce sont les hommes, les militants, les cadres. Ils cherchent aujourd'hui à se réorganiser en vue de continuer la lutte.

Le processus de répression en Jordanie

Pourquoi cette année de répression a-t-elle pu avoir lieu ? La liquidation de la Résistance était devenue une nécessité pour l'impérialisme dans la région pour imposer ses plans de paix (résolutions de l'O.N.U., plan Rogers). La Résistance était également devenue un ferment révolutionnaire gênant pour tous les régimes politiques de la région et bien évidemment pour celui du roi Hussein. Ce sont les raisons fondamentales de la répression, mais en 1970 la Résistance apparaissait comme une force, en ascension et difficile à affronter. Le processus qui a abouti à la situation actuelle peut se décomposer comme suit : le régime hachémite a d'abord resserré ses alliances, il a reçu des armes en quantité importante des U.S.A. et a eu des contacts avec Israël ; mais surtout toute une campagne psychologique de dénigrement des Palestiniens s'est déroulée pendant plus d'un an, campagne visant à préparer les populations bédouines arriérées à participer sans réserve à la répression, les Palestiniens étaient accusés de viol, d'actes antireligieux, de vols, etc., et de multiples provocations tendaient à prouver ces allégations.

Il faut également parler des erreurs de la Résistance, erreurs qu'elle reconnaît ; d'abord, la Résistance a cru, par un phénomène d'auto-intoxication (elle avait la première page de la presse internationale) qu'elle était réellement puissante, alors qu'elle ne disposait que d'armes légères et que son implantation dans les masses était récente et non consolidée, ensuite, après la bataille d'Amman en septembre, la Résistance a signé les accords du Caire, pour permettre à la population de souffler (la Résistance n'était pas alors vaincue militairement), mais la direction majoritaire de la Résistance (Fath) a cru devoir appliquer scrupuleusement les accords alors que le roi ne les a jamais respectés, ce qui a abouti à l'évacuation des villes, et signifiait la coupure entre les éléments armés et la population.

Par la suite les groupes armés isolés dans les montagnes ont tenu six mois, jusqu'à l'offensive généralisée de juillet. Il n'y a donc plus pratiquement de bases de feydayins en Jordanie, mais tous n'ont pas été liquidés physiquement, loin de là, et ceux qui ont la nationalité jordanienne sont rentrés chez eux et se sont mis à travailler en attendant de se réorganiser dans la clandestinité.

Enfin ceux qui étaient fichés par le régime ont cherché à gagner la Syrie pour s'y organiser (en passant souvent par Israël. D'ailleurs la frontière syro-jordanienne étant sévèrement bouclée, c'est là tout le secret de l'arrestation des fameux feydayins ayant préféré se rendre à Israël !)

Le leçon des événements de Jordanie

Ces événements dramatiques constituent une leçon importante pour le mouvement révolutionnaire palestinien, et l'heure est à la critique et à l'établissement d'une nouvelle stratégie. Pour le F.D.P.L.P. et le F.P.L.P. les événements de Jordanie constituent une confirmation de leur ligne : la route de Tel-Aviv passe par le sionisme, la réaction arabe et l'impérialisme sont des ennemis qu'il faut attaquer simultanément. Pour le Fath, nous pouvons dire qu'il y a une autocritique de fait. Le Fath dit aujourd'hui que la route de Tel-Aviv passe par Amman, mais il rappelle que sa ligne avait toujours été de non ingérence dans les affaires intérieures des régimes arabes, tant qu'ils ne nous attaquent pas, et surtout, il pense toujours que la stratégie d'attaquer à la fois Hussein et Israël avant septembre était erronée car les masses n'auraient pas compris. Elles suivaient massivement la lutte contre Israël, mais elles n'auraient pas participé à une lutte

ouverte contre Hussein. C'est seulement aujourd'hui qu'elles ont une conscience claire de la nature du régime hachémite.

Au-delà de ces divergences, un certain nombre de points paraissent acquis. Le régime jordanien doit sauter pour permettre à la Résistance de continuer le combat anti-sioniste, un régime dit patriotique doit le remplacer et ce régime doit être de luttes populaires : la solution du coup d'Etat n'a pas la faveur des organisations palestiniennes. Pour réaliser ces objectifs la clandestinité sous la forme de petites cellules politico-militaires. La lutte sera probablement essentiellement urbaine, la paysannerie étant peu nombreuse. Cette lutte sera également longue, l'impérialisme ne pouvant admettre la victoire de forces que l'on peut qualifier d'avant-garde, sur le plan social en particulier (par rapport à ce qui existe dans la région).

Le contexte arabe

Cette recherche d'une nouvelle stratégie s'inscrit, bien entendu, dans un certain contexte arabe. Les régimes petits-bourgeois dits progressistes ont atteint leurs limites sur le plan de la démagogie sociale et débordés sur leur gauche par la Résistance, ne pouvant évidemment pas se radicaliser, ils sont inévitablement portés vers la droite. C'est ainsi que l'on a assisté à la naissance de l'alliance conservatrice Egypte-Lybie-Syrie qui fera ses premières armes dans la répression contre le parti communiste soudanais ; au-delà de ce glissement à droite inéluctable des régimes petit-bourgeois, l'offensive contre la gauche est généralisée dans le monde arabe : Maroc (procès de Marrakech), chasse aux communistes au Soudan et en Irak, élimination d'Ali Sabri en Egypte, coup d'Etat en Syrie contre la gauche du Baas, reprise en main du Liban par Frangié et, bien entendu, répression en Jordanie. Cette situation est évidemment lourde de menaces pour la Résistance. Celle-ci est isolée. Le mouvement nassérien qui la soutenait plus ou moins en voie de désintégration, et aucune relève à gauche n'est en vue dans la quasi-totalité des pays arabes (sauf au Sud-Yémen) même à moyen terme.

La seule note optimiste que l'on puisse ajouter est que les contradictions entre les intérêts des masses et ceux des régimes petit-bourgeois deviennent si évidentes que l'on peut s'attendre à des explosions de ce côté (grèves en Egypte, en particulier).

Les appuis mondiaux

Il faut également remarquer le relatif isolement de la Résistance sur le plan mondial ; vis-à-vis de l'U.R.S.S. la condamnation est unanime. L'attitude de l'U.R.S.S. est ressentie comme clairement contre-révolutionnaire. L'essentiel de l'aide vient de Chine, de Corée, du Vietnam et d'Albanie, avec toutes les difficultés que cela comporte sur le plan des communications par exemple. Ajoutons l'aide essentiellement morale apportée par le mouvement révolutionnaire en Europe et en Amérique, aide d'ailleurs embryonnaire, les militants ne se sentant pas toujours concernés.

L'enjeu de la lutte

L'enjeu de la lutte, parfois ouverte mais souvent sourde, entre la Résistance et ses rares alliés dans le monde arabe, d'une part, et la nébuleuse conservatrice, d'autre part, est donc capital. C'est le sort de la révolution socialiste, à long terme, dans le Moyen-Orient, qui se joue. Jusqu'ici les régimes arabes n'ont pu faire le clivage qu'ils souhaitent entre droite et gauche de la Résistance, seule la Saïka a été mise au pas par le régime syrien, mais nous ne pouvons affirmer que cette situation durera. Mais on assiste, depuis les événements de Jordanie, à une radicalisation de la base des organisations palestiniennes : de nombreux militants (de toutes organisations) nous ont déclaré se trouver en lutte contre tous les régimes arabes. Cette radicalisation marque la fin de l'emprise du nassérisme et c'est là un changement capital, un déblocage de la situation vers une radicalisation des masses.

Autre point important à remarquer : le haut moral des combattants palestiniens, malgré les épreuves de Jordanie.

La Résistance palestinienne continue donc, malgré des difficultés colossales. Elle ne continue pas seulement d'ailleurs sur la rive Est du Jourdain, les récents événements de Gaza nous prouvent sa vivacité dans les territoires occupés eux-mêmes. □



Chili

Affrontements et reclassements

Michel Durant

Les bouleversements structurels qu'a commencé à introduire l'Unité populaire à l'intérieur de l'économie et de la société chilienne, ont inévitablement accentué la tendance à la polarisation des forces politiques ; cela conduit en particulier les secteurs progressistes chrétiens ou laïcs à se redéfinir. Cette redistribution globale des forces entre la droite et l'U.P. pourrait donner au gouvernement la possibilité d'aller plus rapidement de l'avant dans la voie de la transformation du pays. Mais la droite libérale acceptera-t-elle d'être écartée dans les faits du pouvoir politique (projet gouvernemental de modification de la constitution démocratique bourgeoise, par la création d'une chambre unique : l'Assemblée du peuple) ; ou bien va-t-elle se faire la complice d'une extrême-droite chaque jour plus organisée ? Surtout, le rapport de forces à l'intérieur de l'U.P. penchera-t-il en faveur des secteurs réformistes ou des tendances authentiquement révolutionnaires ?

La droite démocrate-chrétienne se consolide

Après l'assassinat de Perez Zuñiga (ancien ministre démocrate-chrétien, responsable du massacre des travailleurs de Puerto Montt) en juin et la réapparition politique de l'ex-président Frei, la droite du Parti démocrate-chrétien s'est vue consolidée et a pu faire prévaloir sa position de rapprochement avec la droite conservatrice ; ce processus a connu plusieurs étapes : élection du recteur de l'Université du Chili Edgardo Boeninger, candidat de la droite contre celui de l'U.P., chute du bureau de la Chambre des députés, désormais contrôlé par les partis réactionnaires, élection du docteur Marin lors d'une partielle à Valparaíso en juillet, avec unité de la droite contre le candidat de l'U.P. Hernan del Canto, secrétaire général de la C.U.T.... L'objectif à

long terme apparaît pour le moment une nouvelle candidature Frei aux présidentielles de 1976.

Cependant, un grand nombre de militants démocrates-chrétiens, ceux qui avaient défendu Tomic et son programme de 1970, se découvraient résolument opposés à cette politique d'unité de la droite, et continuaient au contraire à penser qu'ils devaient soutenir la politique de réformes de l'U.P. D'autant plus que certains secteurs de celle-ci proposaient l'ouverture (parti communiste, une fraction du M.A.P.U.). Au lendemain de l'élection partielle de Valparaíso, la gauche démocrate-chrétienne présentait une motion au vote du Conseil national du parti, qui préconisait le refus de toute entente avec la droite. Cette motion est repoussée le 28 juillet, ce qui provoque la démission du parti de Badilla, président des Jeunesses D.C., et d'une dizaine de députés, entraînant avec eux un grand nombre de militants ; ces dissidents créent aussitôt une nouvelle organisation, la gauche chrétienne (M.I.C.), qui s'affirme désireuse de travailler avec l'U.P.

Rupture à gauche au niveau des cadres

Curieusement, Radomiro Tomic refusait d'adhérer au nouveau mouvement ; par contre, les députés du MAPU ainsi que le représentant de ce mouvement au gouvernement, Jacques Chonchol, rejoignaient les dissidents. Cette scission de la D.C. apparaît bien différente de celle qui, il y a deux ans, conduisit à la création du MAPU ; la rupture s'est en effet opérée beaucoup moins à la base qu'au niveau des cadres. Et la nouvelle gauche chrétienne, très peu définie, ne semble pas devoir inquiéter le développement du MAPU, qui, amputé de son aile droite d'ailleurs coupée de la base, acquiert une définition plus claire, résolument marxiste.

Parallèlement, la XXV^e convention du parti radical se prononçait pour l'acceptation de certains apports fondamentaux du matérialisme historique comme méthode d'interprétation de la réalité sociale. Cela conduisit à une scission du parti : cinq sénateurs et sept députés refusaient la nouvelle orientation « marxiste » et, tout en restant à l'intérieur de l'U.P., quittaient le P.R. pour fonder le Mouvement radical indépendant de gauche (M.R.I.I.). Cette nouvelle orientation du parti radical correspond à la préoccupation des Jeunesses radicales révolutionnaires, qui vont même jusqu'à prôner l'intégration du P.R. dans un grand parti marxiste...

De nouveaux regroupements au sein de « l'Unité Populaire »

Le parti socialiste, force la plus importante électoralement de l'U.P. depuis les municipales d'avril 71, a connu l'adhésion récente de secteurs appartenant à la petite bourgeoisie, qui viennent renforcer son aile social-démocrate animée par l'ancien secrétaire général Aniceto Rodriguez, créant quelques difficultés au nouveau leader du parti, Carlos Altamirano. L'expulsion du député Jauregui, début août, est significative à cet égard : ce dernier avait condamné publiquement la collusion entre le gouvernement Allende et les groupes miristes... Le plenum du comité central voyait s'affronter les deux tendances, et certains allaient jusqu'à envisager une rupture.

Ainsi, l'on voit se dessiner, au sein de l'U.P. et des secteurs périphériques de la gauche chrétienne, des regroupements en trois grandes tendances : a) P.S. (ligne Altamirano et trotskystes), M.A.P.U., mouvements révolutionnaires (M.I.R., P.C.R., M.R. 2) ; ce sont les partisans d'une accélération du processus, mettant particulièrement en avant l'idée d'un référendum pour créer l'Assemblée du peuple et se

débarrasser ainsi d'un parlement en majorité réactionnaire. b) un secteur P.C., P.S. (ligne Rodriguez), P.R. ; ce sont les partisans d'une consolidation des mesures déjà prises et d'un échelonnement dans le temps des mesures à prendre (nous sommes pour six ans au gouvernement !). c) un secteur gauche chrétienne, M.R.I.I., de tendance populiste. Le rapport de force entre ces trois tendances définira l'avenir de la « voie chilienne de construction du socialisme ».

Un climat de violence latente

Mais ces reclassements internes et externes à la gauche s'effectuent dans une conjoncture politique mauvaise : la déception de certains secteurs populaires augmente (paysans en particulier) ; la crise d'approvisionnement, un des aspects de la crise générale du commerce extérieur (diminution des ventes de cuivre donc des ressources en devises) qui risque d'affecter sérieusement l'ensemble de l'économie, donne de nouvelles armes à la droite. Les mouvements fascistes en profitent pour s'organiser et un climat de violence latente s'installe progressivement. Or l'absence d'unité des forces populaires à la base (du fait des divergences stratégiques entre organisations et des tendances bureaucratiques de certains) interdit de revitaliser les C.U.P. (comités d'unité populaire), seuls organismes qui seraient capables de mobiliser les masses et d'assurer l'auto-défense ; car l'hypothèse d'un coup d'Etat fasciste n'est toujours pas à écarter, ainsi qu'en témoigne l'exemple récent du voisin bolivien... Et l'extrême-gauche chilienne devrait en tirer toutes les leçons, c'est-à-dire ne pas attendre d'avoir subi un échec sanglant pour poser le problème de son unité, pour assurer sa force, condition nécessaire à l'accomplissement de sa mission historique : construire le socialisme. □